

# ROUGE

PCF

**CE DEBAT QUI  
NOUS CONCERNE  
TOUS**

**Débat  
L'alternative :  
l'avenir à bras-le-corps**  
(pages 19, 20, 21)



**Libye  
L'escalade meurtrière  
de Reagan**  
(page 11)

# « La base conteste, il faut dissoudre la base »

*Autodéfense : la direction préserve son avenir plutôt que celui du parti.*

□ Face aux élus municipaux, aux sections d'entreprise, aux responsables fédéraux, aux militants des cellules de base, la direction nationale du PCF choisit l'immobilisme, le mutisme, l'ignorance.

Ils demandent un débat démocratique, un congrès extraordinaire ? Paul Laurent, à la session des 24 et 25 mars, leur répond indirectement que le XXV<sup>e</sup> Congrès demeure la Bible unique, la référence intouchable et plus que jamais valide.

Les militants s'inquiètent de la chute électorale de leur organisation ? La direction, qui n'enregistre à ce comité central que cinq abstentions, explique que le parti progresse... par référence aux élections européennes.

Ainsi le verdict du comité central est simple, refus de voir la réalité électorale, refus d'entendre la voix de celles et ceux qui aspirent à un sérieux bilan, refus de considérer publiquement ce que le moindre travailleur attentif a ressenti dans son entreprise, le lendemain du 16 mars, à savoir la gravité de la chute électorale du PCF.

Sans doute, dans vingt ans, ils dissertent, entre membres du haut appareil, sur le retard de 1986 comme ils dissertaient au XXV<sup>e</sup> Congrès sur le retard de 1956, trente ans après le rapport Khrouchtchev.

De toute façon, le débat aura lieu. Tout le problème consiste à savoir quelle option réelle a pris la direction pour avoir l'audace



de refuser que ce débat ait lieu dans le parti. Car tout se concentre sur cette interrogation : quels sont les motifs puissants qui poussent la direction nationale à heurter de front une partie importante des forces vives de sa propre base ?

Cette dernière est guidée par le souci d'éviter la marginalité et le discrédit de son parti. Mais la direction ? L'appareil national connaît fort bien les conséquences de son verrouillage. Les militants qui espéraient encore dans la compréhension de leur direction sont poussés à agir ou à disparaître. Mais bien au-delà des péripéties de la contestation actuelle, la direction semble avoir fait le choix d'accentuer

toutes les tendances centrifuges, comme si elle poussait les feux de la désagrégation de sa propre base. Envisage-t-elle froidement de nouveaux départs massifs, voire des scissions ? La réponse ne peut qu'être affirmative, car elle ne produit même pas une argumentation de fond, rivée à son congrès passé et failli.

Jamais avec autant de clarté, l'appareil central n'était entré en rébellion contre sa propre base. Il apparaît que ses intérêts sont manifestement distincts de ceux avoués publiquement par les militants porteurs d'exigences démocratiques. Quelle peur de quels dangers, supérieurs à ceux courus par le PCF s'il reste immobile, motive cette direction ?

## Cartes sur table

Que l'échec électoral du PCF nous concerne, cela va de soi dans l'esprit de nombreux militants de ce parti pour qui le débat se déroule naturellement entre militants communistes, dans l'entreprise ou sur le quartier. D'autant que le mouvement démocratique qui porte l'exigence d'un nouveau congrès opère un salubre décloisonnement des cellules, des sections, voire des villes, qui peuvent discuter largement, malgré le verrouillage de la direction nationale. D'une certaine manière, le débat est inéluctable, même si la direction choisit qu'il n'aura pas lieu à son initiative et librement dans ses instances.

Au-delà du débat se pose la question centrale, derrière laquelle les interrogations se multiplient sur les causes de la crise et sur l'avenir du parti. A franchement parler, le PCF est-il renouvelable ? Pour l'instant et au terme de motifs parfaitement compréhensibles, les textes de référence d'une opposition, qui ne peut pas en rester à un stade démocratique, font défaut. N'empêche, le problème demeure, concernant la ou les politiques alternatives à

celle du XXV<sup>e</sup> Congrès, proposées par les différents courants qui traversent le mouvement démocratique actuel.

Nous ne pouvons rester indifférents au gaspillage d'énergies et d'expériences militantes, qui risquent de sombrer dans l'impasse de l'orientation actuelle. En ce sens, le débat qui traverse les rangs communistes est le nôtre. Pour autant, notre point de vue n'est pas celui d'une rénovation du PCF, voire du caractère redressable d'un parti ayant à sa tête un appareil hautement centralisé, qui pratique l'autodéfense contre la base. Ce qu'il y a de profondément commun dans la réflexion des militants communistes et la nôtre, c'est l'idée d'intervenir positivement dans la crise que traversent les grandes organisations du mouvement ouvrier, pour dégager une nouvelle force, unitaire, qui se place sur le terrain marxiste de la rupture avec le système capitaliste. Les jours et les semaines qui viennent annoncent de riches échanges pour avancer dans cette voie.

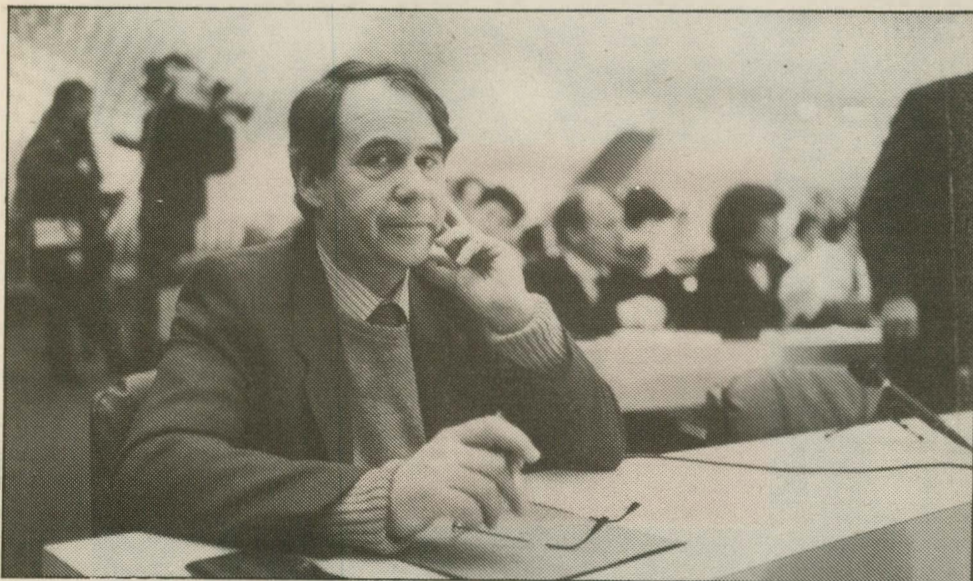
Jean Lantier

La seule réponse possible, c'est qu'un véritable débat démocratique ne l'épargnerait pas, remettrait en cause sa cohésion d'appareil et son existence en tant que direction toute puissante. Les choses sont si étroitement nouées qu'un simple bilan est insupportable, parce qu'il touche aux mécanismes fondamentaux d'organisation du parti, qui n'ont rien à voir avec le centralisme démocratique, et

tout à voir avec le centralisme bureaucratique.

L'infaillibilité de la direction est un mythe tué à de nombreuses reprises par l'histoire. Ce qui risque de tuer cette direction, c'est le caractère grotesque des explications fournies dans l'après-16 mars, et la manière lamentable avec laquelle elle s'accroche à ses positions d'appareil.

Jean Lantier





# Ce débat qui nous concerne tous

*Le refus du débat affiché par le dernier comité central risque fort de ne pas éteindre le feu roulant des questions...*

□ Débattre ou disparaître : une volonté sans précédent partage les rangs du Parti communiste depuis le 16 mars. « C'est la dernière chance », remarque un communiste de Meurthe-et-Moselle, résumant ainsi l'importance de l'enjeu, pour ceux qui ont choisi d'afficher publiquement leur volonté de comprendre les raisons de l'affaiblissement de leur parti, d'établir les responsabilités de sa direction actuelle. Il est vraisemblable que la manœuvre que vient de tenter celle-ci en verrouillant le dernier comité central sera impuissante à endiguer la vague de la contestation. Elle a déjà dépassé les frontières, les bornes des instances du parti, de la cellule aux comités fédéraux...

La soif de débat démocratique est pour le moment le seul ciment qui unit les interrogations, les questions ou les débuts de réponses très diverses des militants, des élus, des responsables fédéraux. De la Meurthe-et-Moselle au département de l'Hérault, la fronde des élus municipaux ou régionaux s'appuie évidemment sur leur propre expérience. Les ravages du vote du 16 mars, dans la « ceinture rouge » parisienne par exemple, illustrent parfaitement le sort réservé aux municipalités communistes si la ligne du XXV<sup>e</sup> Congrès est maintenue.

L'isolement du parti, la désignation du PS comme l'ennemi principal ou presque, conduit

inexorablement à la défaite, à la « victoire » de la droite, à la progression du PS et au déclin du PC. Devant cette évidence, la ligne du « nouveau rassemblement populaire majoritaire », « élaborée » au dernier congrès,

## *Le « phénomène » ou le « courant Juquin ».*

n'est qu'un paravent pour cacher les défaites. Les élus municipaux, régionaux du parti parais-

sent donc être voués au sacrifice par leur propre direction.

Les responsables fédéraux du parti dans le Doubs, le Puy-de-Dôme, la Meurthe-et-Moselle affichent également leur volonté de débattre, rejoints par les militants communistes des principales entreprises des régions concernées, la section de Peugeot-Sochaux, les responsables de Michelin, signataires de l'appel paru dans *le Monde* pour un congrès extraordinaire.

Le « phénomène » ou le « courant Juquin » comme le baptisent les médias allie l'exigence du débat, d'« une révolu-

tion culturelle dans le parti », à des débuts de réponses politiques alternatives. La mise en question de l'attitude du parti trop conciliante à l'égard des pays de l'Est ; la mise en cause de son analyse « rétro » du mouvement ouvrier, aujourd'hui ; la référence à la politique « responsable » du Parti communiste italien... qui vient d'ailleurs de s'interroger dans les colonnes de son quotidien, *l'Unità*, sur l'absence d'autocritique du parti frère français au lendemain du 16 mars. S'attirant en retour de virulentes remontrances dans les colonnes de *l'Humanité*.

La plupart des militants qui signent aujourd'hui des pétitions réclamant la préparation d'un « congrès extraordinaire » « se posent avant tout des questions ». « Sans à priori, sans réponse toute faite. » La ligne actuelle du parti « est nulle », sa direction — Georges Marchais en tête — « doit céder la place ». Le débat démocratique est indispensable, incontournable. Son contenu « reste encore dans le brouillard ». « L'heure est à la réflexion. » Mais la lame de fond de la « contestation » s'appuie sur cette volonté profonde de milliers de militants.

Elle déborde d'ailleurs les rangs stricts du parti. A Longwy, une pétition exigeant que le débat s'ouvre vient de rassembler trois cents signatures, dont un tiers ne sont pas des mili-

## *« La dernière chance de sauver le parti. »*

tants. Ce n'est pas une simple anecdote. C'est aussi le reflet du rôle que joue le PCF depuis des décennies dans la classe ouvrière française, et que les récents scrutins n'effacent pas — loin de là — en un tour de main.

Manifeste en Meurthe-et-Moselle, dans le Doubs ou dans l'Hérault, la crise s'étend bien évidemment à l'ensemble du pays. Il est vraisemblable que la contestation actuelle n'est que le



# Impossible retour

Les chiffres le démontrent, les hauts et les bas ne sont pas un mouvement perpétuel.

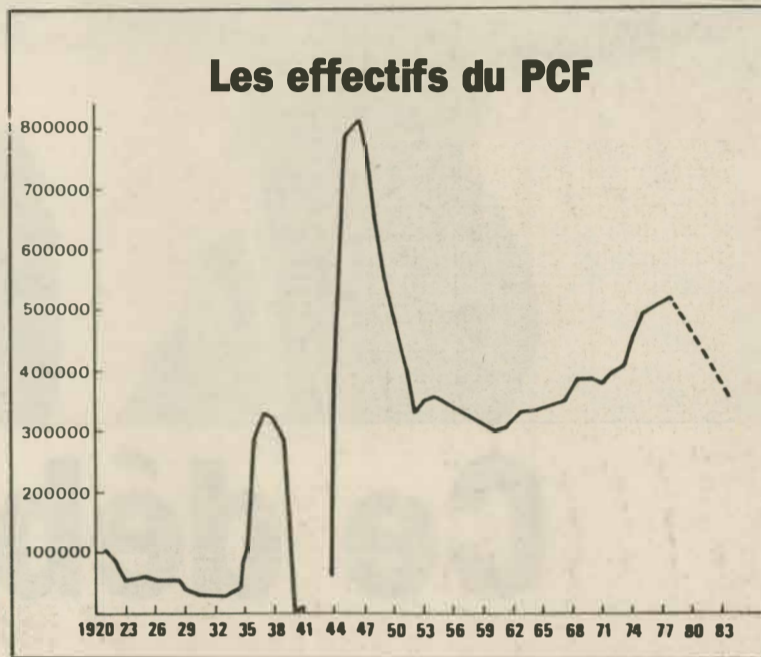
□ Lorsque, l'avant-dernier jour de 1920, le Parti communiste est créé, les puissants alizés qui le poussent viennent de la glorieuse révolution d'Octobre 1917. Héritier français de la première révolution prolétarienne, le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, bénéficierait de 109 391 membres. Treize ans plus tard, après un double processus de prolétarisation de son enracinement et de bureaucratisation de son appareil central, il ne possède plus qu'un quart de ses effectifs originaux. Le renouvellement est de plus de 60 %. N'empêche, le parti possède les traits décisifs de son histoire. Le PC suit la pente de la contre-révolution stalinienne. L'Internationale, dirigée par Staline et les siens, a déjà commis les crimes que l'on sait contre la vieille garde bolchevique, l'Opposition de gauche. La ligne suivie par l'Internationale de Moscou contre la montée du fascisme en Allemagne s'avère catastrophique. 1933 : quand le chancelier Hitler parvient au pouvoir, le PCF compte 28 825 membres.

La politique de Front populaire, adoptée dès fin 1934 par l'Internationale et sa section française, va permettre au PCF de réaliser une percée historique. L'unité avec les socialistes et les radicaux va lui être entièrement favorable, puisque ses effectifs

30 000 en 1933,  
800 000 en 1946

culmineront à 328 547 en septembre 1937. Une extension dans des régions entières, une assise syndicale réalisée dans les

L'enterrement de celui qui disait, au lendemain de la Libération : « Retrouvons nos manches ».



grands bastions ouvriers d'alors, bref, un parti dont l'essor est fulgurant.

Le glas de cette progression, c'est à la fois l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 et le soutien du PCF au pacte germano-soviétique qui le sonneront. Le PC, ayant bâti sa politique de front populaire contre le fascisme, soutient publiquement le pacte Hitler-Staline. Au début de la Seconde Guerre mondiale, réprimé, il ne comptabilise guère plus de 5 000 membres.

Du pacte Hitler-Staline à la Résistance, de la Résistance à l'alliance avec la bourgeoisie nationale dans le Conseil national de la Résistance, du CNR à la ligne de reconstruction de l'économie capitaliste dès décembre 1944, voilà qui remet un PC, désormais Parti communiste « français », sur des rails qui le

conduisent en 1946 à son record absolu, 814 285 cartes. Six ans

auparavant, il était groupusculaire... Le pacte germano-soviétique, si noir dans l'histoire du PC, fut remplacé par Stalingrad et les victoires de l'Armée rouge

**La référence permanente à l'Union soviétique**

contre les armées du Reich. Le PC en bénéficia, comme il sut capitaliser son rôle dans la Résistance armée. C'est l'apogée du parti. Jamais plus il ne connaîtra une telle influence, un tel impact sur la société française et la classe ouvrière. La suite est faite de fluctuations beaucoup moins spectaculaires et s'inscrit dans une tendance à la baisse.

Le PCF contribue à fragmenter un mouvement ouvrier sorti uni et puissant de la Résistance. Il n'a de cesse de le diviser après

la Libération, après l'avoir désarmé et remis en ordre derrière les impératifs capitalistes. « Retrouvons nos manches », disait alors Thorez. En 1947, confronté à une vague de grèves, au débordement possible, le PCF préfère l'option division. Dans la guerre froide naissante, il se place derrière la bannière de Moscou. A la veille du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, en 1956, le PCF enregistre une perte des deux tiers de ses cartes en dix ans, soit 330 000 membres. C'est à ce niveau qu'il va traverser et subir la guerre d'Algérie, et le coup d'Etat de De Gaulle, en 1958. A la veille de la grève générale de 1968, ses effectifs demeurent à 350 000 membres. Fait plus marquant, après 1968, ils n'ont augmenté que de 30 000 cartes. Cette imperméabilité à la révolte de la jeunesse, à la grève de dix millions de travailleurs est évidemment à marquer d'une pierre blanche. C'est la signature du Programme commun, en 1972, qui influe de nouveau sur le volume de ses adhérents. Jusqu'à sa rupture, en 1978, l'évolution des cartes est positive, puisqu'elle parvient à la hauteur de 520 000, cette année-là. Depuis lors, le niveau moyen se retrouve. En 1984, 380 000 cartes placées sont à mettre à son actif.

Ce retour historique, en un clin d'œil, met en évidence les grands traits de la crise actuelle du PCF, et son côté irréversible.

La référence permanente à l'Union soviétique qui jalonne l'histoire du PC produit, depuis la fin des années soixante, un

**Un piège historique se referme**

effet repoussoir, négatif sur le caractère attractif du PC. Or, ses capacités de redressement venaient précisément du rôle du grand-arrière qu'était l'URSS.

Le PCF a reproduit la coupure entre mouvement politique, celui vers les urnes et le mouvement social, celui des grèves soigneusement cantonnées à un rôle revendicatif. Aussi, le PCF ne se construit plus dans les mouvements sociaux, comme Mai 68 l'atteste. Ce faisant, il prétend concurrencer la social-démocratie sur le terrain unique des élections institutionnelles, ce qui le désavantage forcément. Un piège historique se referme sur lui.

Jean Lantier

« sommet de l'iceberg ». Des pétitions circulent aussi dans les Bouches-du-Rhône, un « gros coup » serait en préparation dans le Nord-Pas-de-Calais. Les communistes de Renault-Douai ont déjà rejoint publiquement les rangs des contestataires. Les communistes de la région parisienne ou de la Seine-Maritime — région d'origine de Roland Leroy — se posent, eux aussi, des « questions de fond » sur la politique actuelle de leur parti.

L'interrogation sur son avenir est générale. Même si le mouvement de contestation est divers, paraît éclaté. Certains pensent que « la rénovation est encore un pari possible », d'autres ne le croient déjà plus. Des militants attendaient beaucoup du dernier comité central, d'autres avaient déjà pris leurs dispositions pour continuer le débat

**« Des questions sans réponse toute faite. »**

après. Sachant qu'« il n'en sortirait rien d'autre qu'un blocage renforcé autour de la direction Marchais ».

Les questions que se pose aujourd'hui la majorité des militants du parti ne peuvent laisser indifférents tous ceux qui participent des luttes et du combat des travailleurs pour le socialisme.

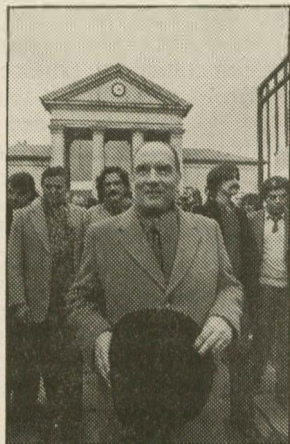
C'est une évidence pour les « intellectuels » qui viennent de lancer la revue *M (Mensuel, Marxisme, Mouvement)*. Mais si l'importance de ce qui se passe aujourd'hui dans les rangs du PCF ne leur échappe pas, ce qui se passe ou peut se passer en dehors leur paraît également significatif. « Renouveler la pensée marxiste » est, entre autres, le propos qui rassemble, par exemple, Henri Lefebvre, philosophe marxiste bien connu, Gilbert Wasserman, ancien rédacteur de *Révolution*, hebdomadaire du PCF — dont Guy Hermier, dirigeant du PCF dans les Bouches-du-Rhône, est directeur —, Georges Labica et Albert Jacquart qui furent têtes de listes « alternatives » aux dernières élections, Jean Ferrat, ou Jean Ziegler, membre de l'Internationale socialiste, connu pour son combat permanent en faveur des pays du tiers monde.

Des militants « de base » du parti aux responsables fédéraux, des élus communistes aux intellectuels qui se réclament toujours du marxisme, c'est bien un séisme profond qui ébranle l'unanimité monolithique et permanent auquel s'accroche, bec et ongles, la direction du PCF aujourd'hui. Un débat tous azimuts s'annonce. Il nous concerne tous.

Michel Morel

20 MARS

## La règle du jeu



Voici venu le temps des combinaisons. La cohabitation n'est plus une formule à usage électoral. Elle entre dans les faits avec la nomination du gouvernement Chirac. Elle aura toutefois fait l'objet d'une négociation serrée.

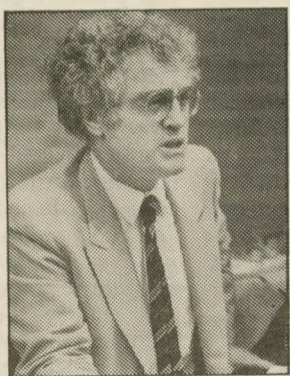
Dès son intervention télévisée du 17 mars, François Mitterrand en avait fixé les termes. Une seule chose lui importait : faire respecter ses prérogatives constitutionnelles, celles qui relèvent de la « défense des intérêts de la France à l'intérieur et à l'extérieur ». Exploitant les faiblesses d'une droite qui ne dispose que de trois petits sièges de majorité au Palais-Bourbon, il usa d'emblée de son droit de veto sur l'attribution des portefeuilles de la Défense et des Affaires étrangères, les chefs de file du RPR et de l'UDF ne purent que s'incliner.

En échange, ils obtinrent que Mitterrand ne mette nul obstacle à l'application du programme de la coalition victorieuse. Il signera les ordonnances proposées par Chirac. Tant pis si celles-ci permettent la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, la dénationalisation du secteur public concurrentiel, une série de cadeaux au grand patronat et le rétablissement du scrutin majoritaire. Gageons même qu'il n'hésitera pas à cautionner les mesures d'exception auxquelles la campagne terroriste actuelle fournit le prétexte. Il est vrai que sur tous les points, les nouveaux gouvernants ne feront que poursuivre le « sale boulot » entamé par leurs prédécesseurs.

On voit ici s'ébaucher la nouvelle règle du jeu politique. Chacun des protagonistes s'efforce de délimiter son pré carré, avec pour souci commun d'éviter la crise de régime. La confrontation étant provisoirement différée, les contours d'une gestion consensuelle des affaires se dessinent. Pour les travailleurs, les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir. Ils se trouvent confrontés à l'un des gouvernements les plus réactionnaires de ces quinze dernières années. S'y côtoient pêle-mêle Pasqua, l'un des fondateurs du SAC, Pandraud, dont la campagne s'inspira des thèmes de Le Pen, Madelin et Longuet, qui firent leurs classes chez les néo-nazis d'Occident, Devaquet, un proche du Club de l'Horloge, etc. Cinq ans pour en arriver là. Merci la gauche !

22 MARS

## Avenir incertain



Nos éminences d'hier ont quitté leur palais. Jusqu'au bout, elles auront joué à qui-perd-gagne. Mais le bilan ne pouvait être longtemps différé. Le comité directeur du Parti socialiste en fut le cadre.

Les hiérarques de la rue de Solferino doivent maintenant reconnaître l'évidence : leur « succès », produit d'un puissant réflexe antidroite, est précaire. Il ne saurait en particulier masquer le recul de la gauche dans l'électorat populaire. Jean Poperen constate ainsi : « Les 5 % supplémentaires d'abstentions proviennent de la gauche (...) L'essentiel des transferts de la gauche vers la droite s'effectue au profit du Front national dans les milieux populaires. (...) En bien des cas, ce vote [en faveur du PS] est un sursis. »

Paradoxalement, sa remontée conjuguée avec le déclin accéléré du PCF confronte donc le « premier parti de France » à un débat fondamental sur son avenir. La cohabitation sanctionnant une sorte d'alternance tranquille, on devrait voir s'approfondir le recentrage inauguré au congrès de Toulouse. Oubliant son radicalisme verbal de 1981, Paul Quilès prône par exemple l'abandon d'un « vocabulaire dépassé » et le

dépoussiérage « des concepts peu adaptés à la réalité d'aujourd'hui ».

Dans l'immédiat, l'état-major socialiste va devoir gérer une situation des plus inconfortables. Pour capter le mécontentement que ne manquera pas de susciter la politique du pouvoir, il doit se situer clairement dans l'opposition. Ce faisant, il risque d'adopter des positions antagoniques à celles du président. Pour éviter le piège, il cherche à gagner du temps comme en témoigne le discours contradictoire de Lionel Jospin : « Nous venons du gouvernement et nous restons du pouvoir avec F. Mitterrand. Nous sommes dans l'opposition. Nous combattons désormais pour reconquérir le pouvoir. » Admirable dialectique qui ne résistera certainement pas à la première épreuve de force, sur le terrain social.

25 MARS

## Que de caïmans !



Il n'aura pas fallu huit jours pour que la droite offre un spectacle rappelant, à s'y méprendre, les derniers temps du septennat giscardien. La formation du gouvernement avait déjà donné lieu à un ballet digne de la IV<sup>e</sup> République, Chirac composant, dosant, recomposant, décomposant son équipe à plusieurs reprises. Le duel Giscard-Chaban pour la présidence de l'Assemblée nationale constitue une nouvelle démonstration de la fragilité des vainqueurs.

Le scrutin du 16 mars rend en effet aigüe la crise que mine l'alliance RPR-UDF, depuis plus de dix ans. Des deux composantes, aucune ne s'impose véritablement sur l'autre. Grâce à quelques députés supplémentaires et à un appareil puissant, Chirac a pu prendre l'avantage, verrouillant son cabinet. Ses féaux se retrouvent aux positions stratégiques : l'Economie, l'Intérieur, les Affaires sociales, etc. A l'UDF revient la dimension « culturelle » de l'action gouvernementale et les secteurs à risques sociaux, comme les PTT ou l'enseignement. Redoutable dispositif ! Un succès mettrait le président du RPR en position favorable dans la course à l'Elysée. Mais un échec serait celui de l'ensemble de la majorité. Le risque est proportionnel au pari : le moindre faux pas, la plus petite crise peuvent conduire au choc d'ambitions aujourd'hui refoulées.

Pareille issue est d'autant plus envisageable que chacune des formations réactionnaires est traversée de fractures profondes. Chirac dut se démener comme un beau diable pour empêcher le maire de Bordeaux de faire acte de candidature à Matignon. Et à l'UDF, Léotard et son staff de rescapés de l'extrême droite se sont imposés à tous leurs concurrents. Les appétits étant féroces, de ce côté de l'échiquier, il faut à présent offrir des contreparties. D'où la valse actuelle des sinécures.

Au-delà de cette guerre de caïmans, le débat devrait rapidement ressurgir sur les stratégies à mettre en œuvre. Stratégie économique tout d'abord, au fur et à mesure que la gestion des affaires mettra en pièces le credo libéral du programme de gouvernement. Stratégie politique ensuite, lorsqu'il s'agira de déterminer lequel des leaders en présence peut le mieux s'assurer le leadership d'une alliance dont les élections ont montré qu'elle ne dépassait pas ses secteurs traditionnels et dont la paralysie permet le surgissement du Front national. On leur souhaite bien du plaisir.

Christian Picquet

# TOUT LEUR EST BON POUR REGNER

*Jadis, la bourgeoisie française s'écriait : « Plutôt Hitler que le Front populaire ! ». Aujourd'hui, pleine de cette tradition, elle murmure : « Plutôt Le Pen que la gauche. » En avant donc pour les alliances. D'abord pour les présidences des régions, et vivement demain...*

Quand le filet du pouvoir passe, il est bien difficile de résister. Ainsi doivent raisonner les chefs de file du RPR et de l'UDF. Les dernières déclarations tonitrueuses de Jacques Toubon — « *Aucun accord ne sera passé avec des formations non signataires de la plate-forme gouvernementale* » — ont été jetées aux oubliettes de l'histoire vendredi dernier. La Haute-Normandie, la Picardie, la Franche-Comté, le Languedoc-Roussillon, l'Aquitaine ont un président régional RPR ou UDF grâce aux voix des élus d'extrême droite.

Accord, il y a eu. Pourtant, le seul à le reconnaître ouvertement est le giscardien Jacques Blanc. Il s'est agi pour lui « *de libérer le Languedoc-Roussillon sur le plan économique* ». Le marchandage a eu lieu au grand jour : des voix pour le candidat UDF-RPR, les présidences de deux commissions, celle de la qualité de la vie (sic !) et celle des rapatriés, au Front national.

Quel prix Edgar Faure (UDF), Charles Baur (UDF) et Roger Fossé (RPR) ont-ils payé pour avoir l'apport des voix du Front national dès le premier tour, dans leurs régions respectives, la Franche-Comté, la Picardie et la Haute-Normandie ? Les interrogations demeurent. Nous en saurons sans doute plus lorsque les divers postes au sein des exécutifs régionaux seront comblés. Mais — et cela est sûr — tous ces nouveaux présidents ont été à la soupe. Ainsi, en Haute-Normandie, le Front national a déjà affirmé qu'une vice-présidence et deux places intéressantes dans les commis-

sions lui ont été offertes. Et, il n'y a pas eu de démenti du nouveau président.

Rien n'est sûr pour Dominique Baudis. Le maire de Toulouse, proche de l'UDF et parrain de SOS-Racisme a, en tout cas,

remercié publiquement tous ceux qui avaient voté pour lui, et donc par conséquent, Bernard Antony, alias Romain Marie, qui a été récemment poursuivi pour incitation à la haine raciale.

Tout ce beau monde possède ses excuses. Edgar Faure « *ne veut pas créer une nouvelle génération d'intouchables* », tandis que Chaban déclare qu'il n'y a pas « *des élus de seconde zone* ». Ce dernier a d'ailleurs élargi le bureau du conseil à vingt-deux membres, ce qui permet au Front national d'avoir un siège au sein de l'exécutif régional. Un remerciement du duc de l'Aquitaine pour les voix d'extrême droite qui se sont

portées sur lui ? Sans aucun doute !

De son côté, Jean-Claude Gaudin a remercié « *les élus du peuple du Front national* » qui ont voté pour lui au second tour dans la région Provence-Côte-d'Azur. Et Jean-Paul de Rocca a reconduit « *son gouvernement régional* » en alliance avec l'extrême droite.

Seul, en fin de compte, Bernard Stasi n'a pas suivi la meute de ses petits camarades. Il a refusé tout compromis avec l'extrême droite. Et il n'a été président de la région Champagne-Ardenne qu'au troisième tour de scrutin, alors que les voix du Front natio-

nal se reportaient sur le candidat socialiste.

Il aura donc fallu une semaine à l'UDF et au RPR pour renier les engagements préélectoraux. Ce n'est guère une surprise. La motivation de ces hommes étant le pouvoir, tout est bon pour s'emparer de celui-ci. L'extrême droite a donc fait son entrée par la petite porte des régions. Il n'y aurait rien d'étonnant à la voir entrer par la grande porte des alliances politiques si la recherche du pouvoir devait passer par là. Et de l'accord à l'Assemblée nationale à l'alliance pour le gouvernement, il n'y a qu'un pas...

Alain Gwenn

Pendant l'élection du président de la région Provence-Côte d'Azur, Jean-Claude Gaudin et François Léotard.



## CNPF

# COUP DE GRISOU

*Chotard a démissionné le 17 mars. Une retraite sur l'Aventin qui sème quelque peu le désordre dans les projets économiques du patronat et de la coalition UDF-RPR.*

Coup de grisou au sein du CNPF ? La démission d'Yvon Chotard au lendemain de la victoire de la droite a été comme un éclair dans un ciel en apparence serein. Plus exactement, elle a laissé éclater au grand jour des clivages que le patronat avait, le temps d'une campagne, relégués sous le boisseau. Dans sa lettre, le vice-président du CNPF, qui a en outre dirigé la commission des affaires sociales de l'organisation patronale ces quinze dernières années, a été très clair : « *J'ai jusqu'ici assumé mes fonctions en dépit de nos divergences de vue. Estimant aujourd'hui que l'esprit de concertation ne guide pas votre action et que vous ne serez pas en mesure de mener la politique nécessaire, je vous remets ma démission.* »

De fait, les deux Yvon n'ont jamais guère eu en commun que leur prénom.

Chotard a beau n'être que le patron de France-Empire, une maison d'édition de taille moyenne, il représenterait plutôt le courant du grand patronat dont il cherche à défendre les intérêts. De son côté, Gattaz, P-DG d'une petite entreprise d'équipement électronique, se fait à quelques nuances près l'écho des revendications ultra-libérales des PME.

La démission de Chotard dans ce contexte pourrait bien n'être que le dernier épisode de la guerre que grand et petit patronat se font de longue date. Cette guerre n'a jamais eu de vainqueur (puisque chacun a besoin de l'autre) et en a dégoûté plus d'un. Il est notoire que Michelin n'a jamais adhéré au CNPF ni plus récemment des industriels aussi puissants que Seydoux ou Riboux.

Aujourd'hui, les thèmes de la plate-forme UDF-RPR donnent des soucis renou-

velés aux tenants de la haute finance. Ceux-ci ont, à plusieurs reprises durant la campagne, pris leurs distances avec un programme de déréglementation et de dénationalisation tous azimuts. Philippe Thomas, ex-P-DG de PUK, Pierre Moussa, ancien patron de Paribas, ont exprimé, dans *le Monde*, leurs craintes de voir l'héritage des socialistes depuis 1983 rapidement dilapidé, surtout à l'heure où s'accroissent les grandes concentrations européennes. De même, on pouvait lire dans *la Vie française* du 3 février 1986 ces propos de Haberer, le nouveau directeur de Paribas : « *Dénationaliser oui, mais avec prudence. L'intérêt des entreprises n'est pas de changer d'actionnaires et de managers à chaque élection.* »

Partisan de la modération et de la régulation sociale, Chotard l'était aussi. En démissionnant, il suit peut-être un projet person-

nel mais surtout il marque le coup. Les mains libres; le Yvon démissionnaire va pouvoir entamer la tournée des fédérations et des Chambres de commerce et d'industrie. Celles-ci lui sont d'ailleurs en partie acquies. En début de semaine, leur président, Pierre Netter, prônait lui aussi une libéralisation modérée et, à propos de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, demandait que l'on « *soit prudent et veille à préserver la concentration des partenaires sociaux* ».

Si en dépit de tous ces avertissements, le nouveau gouvernement persiste à suivre la voix des Gattaz et autres PME, Chotard, lui, ne cautionnera pas. Cette retraite sur l'Aventin n'est pas sans rappeler celle d'un certain Raymond Barre dont on connaît les sympathies similaires pour la haute finance.

Flora Chénétier

# MAIRE : EN FINIR AVEC LE SYNDICALISME

Les lendemains  
qui déchantent...

Dans un article « personnel » publié dans la revue « CFDT Aujourd'hui », Edmond Maire rejette les analyses « anticapitalistes sommaires » qui ont fait l'identité de sa centrale. Un grand « bond en avant » dans les bras du patronat moderniste.

Edmond Maire a réussi à surprendre ce bon monsieur Bergeron : « Certains présentent aujourd'hui comme une nouveauté théorique la reconnaissance de la légitimité des patrons. A nos yeux, celle-ci existe depuis longtemps, sans que nous ayons besoin d'en faire toute une histoire. » Cet aveu du secrétaire général de FO, inquiet de voir un concurrent chasser sur son terrain réservé, met le doigt sur l'essentiel. Edmond Maire, en effet, dans le sens des dirigeants les plus « modernistes » de sa centrale, veut

opérer trois ruptures, étroitement liées entre elles.

## 1. RUPTURE AVEC LE SOCIALISME

« Selon un premier critère traditionnel, résume-t-il, le capitalisme procède de la propriété privée des moyens de production ». En fait, selon lui, « une distinction s'est opérée entre droit de propriété et droit de gestion dans un lent parcours vers la démocratie ». Conclusion : « Aujourd'hui, notre attention doit se focaliser sur l'exercice des droits acquis par les salariés dans l'entreprise. » (p. 53) « Selon un deuxième critère, poursuit-il, le capitalisme, c'est l'économie de marché. » Et « toute une partie du mouvement ouvrier a longtemps cru que l'alternative résidait en une planification centrale et normative ». Ah, le monstre repoussant de la « planification soviétique » ! « Nous-mêmes, conclut Edmond Maire, reconnaissons le dynamisme irremplaçable du marché comme facteur de modernisation (...) et comme garant ultime des choix individuels. »

Voilà un coup de bluff magistral : les patrons modernistes sensibles aux « pressions dans nos pays démocratiques » valent mieux que la « Bête », le « Grand Satan » bureaucratique ! De quoi avoir des frissons... Maire veut ainsi détourner les militants de ce qui fut le projet de la CFDT du temps où elle se renforçait : le socialisme démocratique autogestionnaire. En résumé, cette conception ne demande qu'à être actualisée, elle comporte trois composantes.

● La socialisation des moyens de production et d'échange arrache à la bourgeoisie la propriété, les moyens d'investir.

● Débouché des luttes ouvrières quotidiennes, ce changement de rapport de forces devrait permettre une vie démocratique : une planification où les travailleurs expriment leurs besoins pour orienter l'économie.

● Loin d'être accaparé par des technocrates ou des « partis éclairés », ce nouveau pouvoir s'accompagne d'un bouleversement des formes de propriété et de pouvoir : autogestion autant qu'on peut, après l'expropriation, car « on ne peut

## APRES LE 16 MARS

« La CFDT demandera à rencontrer sans retard le nouveau Premier ministre pour connaître ses intentions et lui faire part de nos propositions. » Sans un mot sur les chances d'être entendue hors mobilisation sociale...

Allant plus loin, « La CFDT fait appel à la responsabilité des dirigeants politiques. Notre pays n'a vraiment pas besoin d'une instabilité permanente. » Vive l'« état de grâce » aujourd'hui comme en 1981 ? Une certitude, « La CFDT demande à la nouvelle majorité de ne pas jouer les apprentis sorciers. » Voilà qui va impressionner les champions du « libéralisme » !

Un premier test vient d'être fait. La CFDT avait pris soin de « demander qu'aucune force démocratique ne transige avec l'extrême droite ». Elle se montrait particulièrement soucieuse des alliances avec le Front national dans les conseils régionaux... Cette « demande » a été entendue comme peuvent être entendues des demandes de syndicalistes qui ne développent plus l'action syndicale : elle a fait du bruit le temps de prononcer la phrase et n'a eu, bien sûr, aucun effet sur cette fameuse « droite démocratique », élue aux présidences, quand elle en a besoin, avec les voix du Front national.

Gageons que la direction confédérale ne se pressera pas de tirer les leçons de cette « demande » sans suite.

Les lendemains  
qui déchantent...

QUEST-CE QUI SE PASSE ?  
QUEST-CE QUI SE PASSE ?



Nous avons suivi les conseils de Jean-Paul Jacquier. Puisque « les cow-boys ne meurent jamais », nous remercions Morris, le dessinateur de Lucky Luke, de nous avoir prêté les quelques vignettes de ses bandes dessinées (paru aux éditions Dupuis).



gérer que ce que l'on possède<sup>2</sup>.

Maire s'empresse de condamner ces objectifs au nom de ce que « furent les nationalisations après 1981, qui n'ont rien changé ». Comme si le gouvernement du PS et du PC ou les sommets de la CGT et de la CFDT avaient voulu, en 1981, rompre avec le système capitaliste en affrontant la grande bourgeoisie ! En fait, ils ont « rompu qu'avec le mythe de la rupture », selon le « bon mot » d'un autre membre de la CE confédérale, Jean-François Troglis<sup>3</sup>. D'où leur rupture avec les bases élémentaires du syndicalisme.

## 2. RUPTURE AVEC LE SYNDICALISME

Il reste selon la direction confédérale « une ambition : l'action quotidienne de transformation ». Dans deux domaines. D'une part contre la « forme précise de division du travail propre au capitalisme, qui réduit le travailleur à n'être qu'un rouage... » (p. 53). D'autre part contre « le productivisme » (p. 55). Edmond Maire y apporte cependant deux précisions. Si « l'écart entre les tâches de conception et d'exécution n'a pas été beaucoup plus réduit, est-ce le seul fait du capitalisme ? », demande-t-il. « Ne doit-on pas considérer qu'il y a là aussi des spécifi-

ités culturelles propres à notre pays ? » Ne pensons donc pas de façon trop simpliste qu'il existe là un terrain de lutte de classe... « Quant au productivisme, ajoute-t-il, nous le combattons. Mais pas pour lui substituer une production selon des normes de qualité et d'utilité sociale définies par des bureaucrates. »

Pourquoi une minorité « s'arrogerait-elle le pouvoir exorbitant de déterminer le mode de vie de la collectivité ? » Il serait, ici, trop grossier de rappeler qui, aujourd'hui, possède ce « pouvoir exorbitant », de même que le pouvoir de licencier, de fixer les cadences de travail, les salaires, etc. Si vous avez entendu parler de multinationales, de banques d'affaires et de grande bourgeoisie, une seule solution : changez vos fréquentations, fuyez les ringards !

## 3. FAIRE PARTIR LES MAUVAIS

« La nouvelle utopie mobilisatrice dont nous avons besoin », dit Maire : « gros plan sur l'individu ». « Nous le pouvons, précise-t-il, en élaborant sur le plan syndical des revendications qui traduisent notre reconnaissance de l'individu. » A la place des garanties collectives, « nous devons reconnaître et réguler la part individualisée de la rémunération (...) reconnaître et réguler la part individuali-

# BONIMENT CITY TODAY

Jean-Paul Jacquier, membre de la direction de la CFDT, vient de publier « Les cow-boys ne meurent jamais ». Des couplets de frimeur qui n'empêcheront pas les gros de faire la loi.



► *sée de la protection sociale* » (p. 59). « N'attendons pas que la pression patronale s'empare seule de la "reconnaissance de l'effort individuel" » ou de « l'impasse financière structurelle de la Sécurité sociale ». Vous avez bien lu. Et Maire de conclure ; « Nous accordons plus d'importance aux aspirations différenciées et moins aux grande revendications collectives faussement réputées unifiantes. » (p. 60)

Avec un tel projet, il faut briser les résistances : quel intérêt peuvent présenter, pour la direction confédérale, les militants qui n'acceptent pas d'abandonner une option anticapitaliste ? Ces gens empêchent de donner confiance aux patronat, toujours prêts qu'ils sont, sur le terrain, à développer une toute autre logique des intérêts des travailleurs. Il faut donc pousser à l'extérieur de la CFDT ceux qui pensent que la libération collective et individuelle des travailleurs dépend des acquis arrachés au cours de la lutte de classe. Maire et quelques autres dirigeants de la confédération ne le cachent plus dans certaines réunions internes de la CFDT. Des réunions où le seul emploi du terme « travailleur » à la place de « salarié » fait « ringard »...

Reste une question pour la direction confédérale : la situation effective des luttes sociales lui donnera-t-elle le temps et les moyens de faire de la CFDT un appareil réduit à ses savants calculs politico-culturels ?

B. M.

1. CFDT Aujourd'hui, mars-avril 1986, p. 43 à 60.
2. Voir Treize Questions sur l'autogestion, 1972. Voir aussi P. Vignoux, Syndicalisme et socialisme, Edition ouvrière 1980, p. 196-201.
3. CFDT Aujourd'hui, p. 87.

Cow-boys », drôle d'image ! Choisie par Jean-Paul Jacquier - J.-P. J. -, elle met en évidence ses grosses ficelles et les contradictions de son orientation. Loin des véritables syndicalistes : des hommes et des femmes capables de mettre en mouvement, au sein même des exploités, les forces et les potentialités présentes dans les masses.

J.-P. J., lui, reproduit les clichés des westerns et des BD. Celles notamment où Lucky Lucke partant vers un nouvel épisode chante « Je suis un pauvre cow-boy solitaire. » Hors du commun des mortels. De même le syndicaliste, selon J.-P. J. conclut : « Il y a toujours des caravanes à secourir, des accapareurs et des gros bras à remettre à leur place. Il y a des prairies desséchées et des injustices dans nos bourgades » (p. 177).

## Un peu de panache

Quelques phrases au demeurant sonnent juste. « Le pouvoir syndical, dit-il aussi, se mesure à ce que le patron ferait s'il n'y avait pas de syndicat » (p. 36). Certaines ont même du panache : « Même si nous n'en sommes pas juridiquement propriétaires, l'entreprise où nous travaillons est nôtre, les produits qui en sortent le sont aussi » (pp. 77-78). Cela semble même avoir des conséquences, par

exemple, au sujet du « droit d'expression » qui « intéresse » certains patrons. « Si la parole ouvrière est utile, affirme J.-P. J., il faudra bien arriver à cette conclusion : "on ne touche pas à notre service (...) à notre atelier sans nous avoir demandé notre avis" (...) Une parole, en groupe, comme passage obligé avant toute décision ayant un effet sur le groupe » (p. 98).

Derrière le panache, bien vite, J.-P. J. prend le rôle du « Doc », cet autre personnage de western, bonimenteur vendant ses médecines et autres drogueries de ville en ville !

Le baratin aidant, nous apprenons à développer le syndicalisme dans les PME, d'où il est absent : grâce à des délégués interentreprises. On se dit : il reste à imposer aux patrons l'abandon de la répression, l'heure d'information syndicale payée partout ; il reste aussi, selon « Doc » J.-P. J., à les faire se cotiser au niveau local pour payer les heures de délégation, comme si les diverses PME de moins de onze salariés ne faisaient qu'une seule entreprise. Cela suppose une sacrée progression du droit syndical...

Mais « Doc », J.-P. J. a une autre idée : codifions par avance les limites de ce nouveau droit encore inexistant : le délégué interentreprises ne devrait pas « intervenir dans une entreprise à moins d'y être appelé par les deux parties » (p. 158). Autrement dit,

voleurs ou volés s'entendent : ils paient un shériff qui aura le droit de faire l'aller et retour du salon à la place de village, en dehors des heures de marché.

On croit rêver. Mais J.-P. J. nous rassure, docement : « Entre les bouffeurs de syndicalistes et les mégalomanes (...) il existe fort heureusement des patrons adultes et normaux » (p. 47).

## Une nouveauté bien vieillie

On sent venir l'aurore de la paix retrouvée. « Il se trouve, argumente J.-P. J. que notre avis commence à intéresser les patrons. "Ils" ne peuvent se passer de nous » (p. 79). La crise est une chance comme a pu le dire Edmond Maire, il y a quelques années. « La panne de productivité, précise J.-P. J., oblige les patrons à utiliser un nouveau courant électrique : celui de l'énergie créatrice de l'homme » (p. 79). Il nous faut donc nous « adapter ». « Utiliser leur mouvement pour reprendre notre mouvement » (p. 54). Saisir la nouveauté : « Nous sommes l'égal du patron (...) deux forces, deux projets coexistent dans toute entreprise » (p. 78). Restent-elles contradictoires ? Le cow-boy ne nous le dit pas.

Il affirme en revanche qu'« en vingt ans certaines de nos propositions se sont effritées » (p. 170). L'option pour une économie

organisée en fonction des besoins ? « On ne pourra jamais "enserrer" tous les investisseurs » (p. 172). La socialisation des principaux moyens de production et d'échange (...) l'autogestion (...) étaient de nos options. » Le temps du verbe dit tout.

Que reste-t-il ? « Une méthode de changement : impliquer les intéressés. » Et les patrons ? J.-P. J. note leur réalité, dans une phrase dont le volontarisme laisse le problème entier : « Nous n'acceptons pas que le capitalisme fixe les bornes de l'évolution de la société. » Cependant, devant cet obstacle, il fait une concession, de taille : demander au patronat et à l'Etat de financer le syndicalisme, si celui-ci accepte par exemple de limiter le droit de grève en « soumettant la décision de faire grève à un référendum préalable devant rassembler 50 % d'avis favorables ? » (p. 164).

Bref, quand l'adversaire est devant, J.-P. J. part au galop dans la direction opposée en affirmant qu'il va ainsi mieux l'attraper. Cela ne vous rappelle rien ? Mais si voyons ! Rantanplan ! Le chien de Lucky Lucke. Il fait toujours le contraire de ce qu'il faut, court après son ombre, lui saute dessus et crie victoire. Il attend applaudissements et médailles. Il se prend pour un cow-boy.

Bernard Macaire

1. Le père de J.-D. Rockefeller, premier de la dynastie, fut un de ces « doc » de l'Ouest.
2. Comme en RFA...





# "NOUVEAUX PERES" ET VIEUX REACS

EN TETE

*La question de la paternité, du rapport des hommes aux enfants, font aujourd'hui partie des préoccupations de certains. Un mouvement en profite pour développer des analyses démagogiques.*

**D**es manifestations se déroulent désormais régulièrement devant le siège du Mouvement de la condition paternelle (MCP), afin de « briser le silence », autour des enlèvements d'enfants.

Côté cour, cette organisation mène campagne pour la « responsabilité parentale égale » et la « garde conjointe » des enfants. Elle n'est pas seule à le faire. Mais côté jardin, ce sont les méthodes de barbouzes qui ont sa faveur : pressions de toutes sortes sur les mères et leur entourage, menaces et enlèvements d'enfants avec le cortège de violence et de souffrances que cela suppose. La pratique des rapt d'enfants atteste à elle seule de la dégénérescence d'un « mouvement », fondé en 1975, qui se revendiquait peu ou prou à l'époque de la gauche et des acquis du féminisme.

## Loi du divorce, loi « sexiste » ?

Cela n'empêche pourtant pas de répondre aux questions auxquelles le MCP prétend apporter une réponse rationnelle. Celle-ci

se pose en liaison avec le statut social des femmes depuis vingt ans, avec en filigrane, l'écho des luttes féministes.

La question de la paternité, du rapport des hommes aux enfants, fait aujourd'hui partie des préoccupations de certains (et des fantasmes de beaucoup). Tous les hommes ne sont pas, heureusement, prêts à s'identifier à Rambo... Il en est même qui veulent leur part de tendresse, de relations avec les enfants. « Nouveaux pères », « nouvelles familles », refuge ou besoin d'humanité, en ces temps de crise circonscrit dans les limites du « privé » : en tout cas le fait est là. Et, signe des temps, la vision tendre des relations hommes-enfants donnée par Coline Serreau dans *Trois hommes et un couffin* n'est sans doute pas étrangère au succès dont bénéficie ce film.

Il ne faudrait pas pour autant penser que les préoccupations « paternelles » sont la norme, ni que les débats autour du « droit à la paternité » sont toujours de bonne foi. Si de tels débats ont surgi ces dernières années, axés souvent sur les problèmes de garde d'enfants après séparation, c'est d'abord du fait de l'augmentation importante des divorces (demandés dans deux cas sur trois par la femme). D'où phénomène nouveau, la multiplication des familles dites « monoparentales », c'est-à-dire dans la grande majorité des cas, des femmes vivant seules avec un ou plusieurs enfants.

Faut-il voir là le vestige d'un monopole « matriarcal » des femmes sur les enfants, le signe d'un privilège féminin, ou plutôt la conséquence d'une oppression des femmes profondément enracinée dans la société ? C'est à partir de là que les analyses et les discours divergent.

Le partage des tâches, revendication portée par les luttes des femmes, supposerait une égalité entre les parents dans la garde des enfants, y compris après séparation. C'est une évidence. Mais pourtant, la démagogie peut tenir lieu d'analyse. Puisqu'il n'y a



pas d'égalité, et que des pères se voient refuser le « droit à la paternité » qu'ils revendiquent, c'est donc que les femmes sont des mères possessives, privilégiées par une loi « sexiste » (à l'encontre des hommes, s'entend).

Les arguments magiques et très « personnalisés » viennent souvent tenir lieu, dans ce genre d'affaire, de raisonnement. En effet, il faut savoir que si la garde des enfants est le plus souvent confiée à la mère c'est que, dans 80 % des cas, le père ne l'a tout simplement pas demandée, trop heureux de se décharger de cette responsabilité. Dans les 20 % de cas, où les pères souhaitent s'occuper de leur enfant après séparation, la garde leur est attribuée une fois sur deux. On est loin du flagrant délit de « sexisme » anti-hommes !

Plus profondément, l'attribution, dans le plus grand nombre de cas, de la garde majoritairement à la mère reflète l'inégalité qui existe dans cette société. Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, ce sont encore les femmes qui le plus souvent, s'occupent des enfants et les hommes sont encore dans leur grande masse satisfaits de cette situation.

Les images que véhicule la société sur le rôle de la mère sont toujours tenaces, et au premier rang d'entre elles l'image de déchéance, accolée à celle à qui l'on retire ses enfants.

Pas plus pour les femmes que pour les hommes, le problème ne réside dans un mytique « instinct maternel » ou paternel. Et l'intérêt de l'enfant dans tout cela ? C'est en fonction de lui que sont souvent avancées les propositions de « garde conjointe ». Mais ce mode de garde suppose que les parents s'entendent sur les choix essentiels concernant leurs enfants. Dans ce cas, c'est sans doute parfait.

La prôner de manière systématique comme solution miracle ne tient guère. La garde conjointe peut dans les faits s'avérer une décision qui pérennise la domination de l'un sur l'autre et ranime les conflits qui sont à l'origine du divorce. Peut-on toujours faire dans la séparation ce que l'on n'a pas réussi dans la vie commune ? Ce n'est pas évident. Et qu'en est-il dans ce cas du droit de s'éloigner de l'autre si on le désire ?

Le MCP fait partie de ces petits mouvements de pères qui produisent à la fois des « analyses » purement dé-

magiques et des revendications qui posent des problèmes bien différents et de toute façon méritent discussion. Le Syndicat de la magistrature, par exemple, est favorable à la garde conjointe.

## Les Rambo de la paternité

Mais surtout, en pratique, les kidnappeurs du MCP n'appliquent pas leur propre revendication. Lors d'un enlèvement, ce qu'ils exigent de leur ex-conjointe est un droit de visite illimité et incontrôlé selon leur seul bon plaisir. Laisser aux femmes le rôle de nourrice, avoir la clé de l'appartement, un droit de veto sur toutes les décisions, voilà ce qu'ils réclament aux mères des enfants enlevés. Quand celle-ci cède pour revoir ses enfants, c'est cette caricature de garde conjointe qui lui est imposée. Dans certains cas où le kidnappeur veut garder l'enfant sous la main, c'est lui qui décide souverainement du droit de visite de la mère, forçant ainsi une garde au père à sa seule fantaisie. La forme extrême de cette garde étant, bien sûr, l'enlèvement. Dans tous les cas ni souci réel d'obtenir une garde conjointe ni prise en compte des intérêts de l'enfant.

Face à de tels agissements, que faire ? Pour ne pas subir silencieusement, des mères d'enfants enlevés ont commencé à se rassembler, rompant ainsi avec le silence entretenu autour de ce qui est encore pour beaucoup une « affaire privée ».

Dans ce contexte, la création de l'association SOS-Enlèvement d'enfants a correspondu à un besoin et une nécessité. Ses statuts affirment qu'elle « défend les enfants et les victimes de la contestation par certains pères et les associations les soutenant des droits de garde ou de visite des mères, et ceci au moyen de violence exercées à leur rencontre (...) de développer le soutien aux victimes de violences ». SOS ne se considère pas comme une machine de guerre d'un des parents contre l'autre. Elle n'a pas de position tranchée sur le problème de la garde, estimant seulement qu'aucun problème de ce type ne peut justifier un enlèvement, avec tout ce que cela signifie de traumatisme pour l'enfant arraché à sa vie quotidienne et pris en otage.

Danielle Lacoste

A la manifestation du 8 mars 1986, des militantes de l'Association SOS enlèvements d'enfants.



# A VOS CHEQUIERS !

La LCR compte sur vous, sur tous ses amis, pour boucler la souscription qu'elle avait engagée pour couvrir les frais de la campagne électorale. Il nous faut ensemble faire vite pour passer ensuite à autre chose, préparer l'avenir. D'avance, merci ! Les chèques sont à libeller à l'ordre de la LCR.

Fédé 75	Commune de Paris . . . . . 200	Christian et Chantal,	<b>Yvelines</b>	des minorités » . . . . . 80
HLM . . . . . 400	PTT-PLM . . . . . 252	HEH . . . . . 60	Jean-François, SNCF . . . 300	Jean, SNCF . . . . . 100
PTT-PLM . . . . . 150	Télécoms . . . . . 200	Sylvie, enseignante,	Fête, comité de soutien,	Marie-Anne . . . . . 200
Assurances . . . . . 350	RATP . . . . . 800	Villeurbanne . . . . . 100	Trappe . . . . . 630	Michel, PTT . . . . . 100
Assurances tombola . . . . . 60	SNCF . . . . . 300	Gilbert, instit	Bernard . . . . . 100	Robert, SNCF . . . . . 200
PTT 10 . . . . . 1 500	ORTF . . . . . 1 420	Vaux-en-Velin . . . . . 100	Luc, Talbot . . . . . 500	Gérard . . . . . 100
Société générale . . . . . 100	Journalistes . . . . . 350	Joëlle . . . . . 100	Une amie qui vous	Betty . . . . . 200
CCP . . . . . 972	St-Anne . . . . . 130	Enseignant . . . . . 100	veut du bien . . . . . 20	
Tri Montparnasse . . . . . 1 212	PTT-Montparnasse . . . . . 102	Marie-Renée . . . . . 61,5	Collecte meeting	<b>Morlaix</b>
PIT-Montparnasse . . . . . 100	CAF . . . . . 180	Alain . . . . . 171	à l'usine Flins . . . . . 200	Ville . . . . . 1 000
Pierre J. « Encore un coup	Télécoms-Sud . . . . . 1 220	M. et Mme Drevon . . . 1 000	Collecte meeting Krivine,	<b>Metz</b>
de castoriadis » . . . . . 200	CCP . . . . . 150	Divers . . . . . 80	Les Mureaux . . . . . 32,5	André, cheminot . . . . . 200
Pierre-Henri,	DRE . . . . . 420	Reste de bouffe . . . . . 50	Renault Flins . . . . . 1 100	Marcel, retraité . . . . . 50
un médecin . . . . . 100	Affaires sociales . . . . . 420	Florence . . . . . 60	Pour un combat commun de	Ville . . . . . 1 390
Tolbiac . . . . . 1 150	<b>Blainville</b>	Margot : « Pour éponger	tous les révolutionnaires . 850	<b>Le Mans</b>
Jussieu . . . . . 2,5	Guy, CFDT . . . . . 300	les dettes » . . . . . 300	Jean et Chantal . . . . . 200	Ville . . . . . 1 377
Laurent, impôts 2 <sup>e</sup>	Cathy . . . . . 50	Pierre-Alain . . . . . 80	Jean-François,	Fac . . . . . 50
arrondissement . . . . . 200	Michel, CGT . . . . . 50	Ritou . . . . . 200	un abstentionniste de Man-	<b>Beauvais</b>
Impôts . . . . . 40	<b>Lyon</b>	<b>Le Havre</b>	tes . . . . . 200	Gérard et Josette . . . . . 70
HAV . . . . . 570	Une maman	Christine G., infirmière . . 50	Lucien . . . . . 100	<b>Grenoble</b>
SNCF, Austerlitz . . . . . 900	sympathisante . . . . . 40	Béatrice L., infirmière . . 50	<b>Rennes</b>	Guy et Bernadette . . . . . 100
S. G., militant CGT . . . . . 50	Daniel HEH . . . . . 50	Eric et Cécile D. . . . . 80	Ville . . . . . 300	Christophe L . . . . . 200
Jacques, après un repas . . 150	Michel, HEH . . . . . 50	« Pour l'avenir de Simon	<b>Montbéliard</b>	Farid . . . . . 150
PTT 9 . . . . . 1 710	Odette, HEH . . . . . 50	et Jonas : Leur papa,	Un sympathisant ouvrier,	Christine et Joce . . . . . 200
Cie bancaire . . . . . 100	Evelyne, HEH . . . . . 20	signé Noël . . . . . 100	Peugeot . . . . . 320	Cécile B. . . . . 200
Presse . . . . . 500	Annie, HEH . . . . . 35	Patrick P., infirmier :	Genviève . . . . . 150	Jacquo Pepete, SMH . . . . . 300
Equip. Passy . . . . . 690	Evelyne, HEH . . . . . 50	« bonjour à maman » . . . . 20	Des ouvriers de Peugeot . . 36	JPL, 4 <sup>e</sup> Neyrpic . . . . . 10
Assurances, David . . . . . 200	Jean-Paul, HEH . . . . . 30	Sylvie, infirmière . . . . . 50	Divers . . . . . 61	MCC, Neyrpic . . . . . 100
Finances . . . . . 110	Cathy, HEH . . . . . 200	Enseignant, Claude Monet 100	Dominique . . . . . 100	Arlette . . . . . 20
CII-HB . . . . . 1 250	Yves, HEH . . . . . 25	TR, Cofaz . . . . . 10	Agnès . . . . . 30	Enseignants . . . . . 100
Comité Rouge :	Joachim, HEH . . . . . 10	JD, Renault Sandouville . . 30	Enseignant . . . . . 100	Ville . . . . . 120
« Rouge sur Rouge	Geneviève, HEH . . . . . 50	Anonyme . . . . . 20	Robert . . . . . 20	« Carignon, Assez ! » . . . 2 000
pour que ça bouge » . . . 1 700	Benoît, HEH . . . . . 30	P. L., PTT . . . . . 150	<b>Perpignan</b>	<b>Strasbourg</b>
Un sympathisant	Pascale, HEH . . . . . 20	PTT . . . . . 145	Ville . . . . . 1 100	Meeting Krivine . . . . . 300
yougoslave . . . . . 1 000	Edith, HEH . . . . . 30	<b>Ajaccio</b>	<b>Nancy</b>	<b>Blois</b>
Impôts . . . . . 450	Anonyme . . . . . 50	Z . . . . . 300	Michèle :	G. L., prof . . . . . 90
Education surveillée . . . 1 155	Paul, HP Vinatier . . . . . 100	S . . . . . 600	« Pour le droit à la parole	<b>Fédé 92</b>

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISES

### Chirac cohabite avec Mitterrand et collabore avec Le Pen

Cohabitation, cohabitation... A force de répéter le mot comme des perroquets, ils nous feraient oublier son contenu réel. La cohabitation acte I, c'est Mitterrand, le président rose, signant l'ordonnance de Chirac sur la privatisation du secteur nationalisé. Avant longtemps, on va la trouver saumâtre, cette cohabitation. D'autant que la composition du gouvernement de droite en dit long sur ses intentions.

#### Les ministres de Chirac ? Des vieux requins, des nullités, des combinards

Chirac les a longuement sélectionnés, ceux qui devaient siéger au côté droit de Mitterrand. Quel résultat !

Le ministre de la Justice ? Albin Chalandon, trempé dans l'affaire des « avions renifleurs », dans celle des « chalandonnettes », ces maisons vendues pas cher et qui prennent l'eau à peine habitées.

Le ministre de l'Intérieur ? Charles Pasqua, un fondateur du SAC, organisation devenue célèbre, notamment par la tuerie d'Auriol, qui lui valut sa dissolution.

Le ministre de la Sécurité ? Robert Pandraud, dont la récente campagne électorale liait si étroitement sécurité et immigrés qu'on pouvait le confondre avec un candidat de Le Pen. Il est mouillé, au cours de longues années de direction de la police, à la plupart de ces affaires troubles et diverses « bavures ».

Le tableau serait incomplet si n'y figuraient pas Gérard Longuet, chargé des P & T et Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P & T et du Tourisme, dont les origines d'extrême droite sont bien connues. Ce dont ils ne sont pas honteux, loin de là.

La droite vient de passer des marchés avec les élus de Le Pen afin d'obtenir leurs voix pour l'élection des présidents des conseils régionaux. Edgar Faure en Franche-Comté, Chaban Delmas en Aquitaine, Dominique Baudis en Midi-Pyrénées, Jean-Claude Gaudin en Provence-Côte d'Azur doivent leur présidence au Front national à qui ils offrent des bonnes places. Et demain, à l'Assemblée, quels nouveaux marchandages seront conclus entre la droite classique et l'extrême droite raciste ? Ils viennent de prouver que, de Chaban Delmas à Le Pen, le terrain d'entente est fertile. Le RPR et l'UDF ont choisi d'être les obligés des élus de Le Pen, qui sort renforcé de ces combines.

#### Radicalement anti Le Pen Totalemment contre la cohabitation

Nous ne croyons pas un seul instant qu'il puisse y avoir cohabitation entre cette droite, son alliée d'extrême droite, et les travailleurs et leurs organisations. Le cirque, là-haut, entre Mitterrand et Chirac, ne peut masquer une seconde les attaques qu'ils préparent pour ceux d'en bas, les travailleurs. Laissons aux commentateurs leur baratin sur les beautés de la cohabitation. Préparons-nous à résister aux attaques d'une droite plus virulente que jamais !

Total de la semaine 48 544,5  
Total précédent. 1 664 934,2  
Nouveau Total. 1 713 478,7

# LA BATAILLE NAVALE ETAIT PREVUE

*A vouloir canonner la Libye ou le Nicaragua, les Etats-Unis s'autorisent des cibles bien faciles. Mais même les micros-Etats savent monnayer les retours de bâton.*

Une fois de plus, Washington prétend faire œuvre de salubrité publique. Et, au nom d'une liberté de circulation qu'ils ne respectent que lorsqu'ils le désirent, les Etats-Unis envoient leurs navires et bombardiers dans le golfe de Syrte. Voilà deux ans, quand deux vedettes de la CIA avaient, à plusieurs reprises, franchi la limite des eaux territoriales du Nicaragua pour miner le port de Corinto, la Maison-Blanche ne s'était pas gênée pour bafouer le droit international.

Mais le différend autour du golfe de Syrte n'est pas le terrain essentiel d'un conflit qui a connu bien des avatars.

La tension entre la Libye et les Etats-Unis remonte à l'arrivée du pouvoir de Ronald Reagan. Dès janvier 1981, commence en effet une guerre ouverte alternant avec la guerre de l'ombre.

En novembre 1985, le *Washington Post* révélait un plan de déstabilisation concocté par la CIA et approuvé par le département d'Etat. Il visait à renverser le régime libyen et à éliminer son dirigeant. Ce que la Maison-Blanche reproche au colonel Kadhafi ? Son charisme. Le leader de Tripoli ne se prive pas de formules anti-impérialistes bien senties. Il a pu assurer plus d'un mouvement de libération de son soutien moral et plus rarement financier. Enfin et surtout, Kadhafi est tenu par Washington pour l'un des principaux commanditaires et bailleurs de fonds du terrorisme. A cet égard, les attentats simultanés du 27 décembre dernier contre les

## GOLIATH CONTRE DAVID

Voilà des lustres qu'avec la Libye les Etats-Unis jouent au chat et à la souris dans le golfe de Syrte. Mais cette fois le Pentagone a mis le paquet.

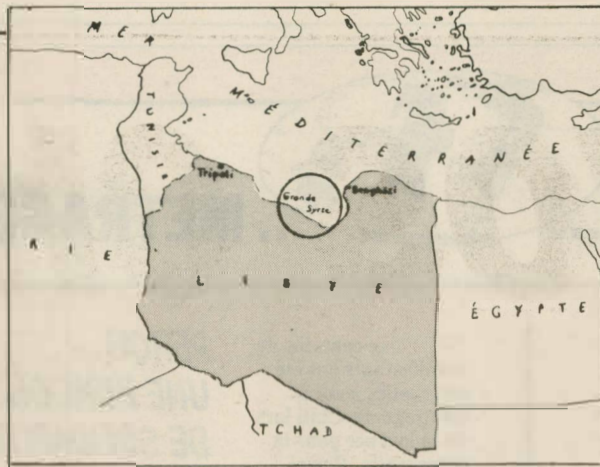
Depuis janvier 1986, la VI<sup>e</sup> flotte, qui évolue en permanence en Méditerranée, mobilise trois porte-avions — ce qui ne s'était pas produit depuis 1974 — et a entamé une série de grandes manœuvres. Celles-ci ont lieu tous les mois et durent en moyenne dix jours.

Les dernières ont commencé, le 23 mars, le jour même où le secrétaire d'Etat à la Défense Caspar Weinberger annonçait que désormais les porte-avions et leurs deux cent cinquante appareils ne se contenteraient plus de flirter avec la ligne de la mort (voir article ci-contre) : « Ils la franchiraient. »

C'était dimanche. Les Libyens ont attendu lundi pour riposter et envoyer six tirs de missiles SAM 5 sur des avions de l'US Air Force qui pavanaient dans le ciel de Syrte. Trois quarts d'heure après leur premier tir, un avion américain bombardait et coulait une vedette libyenne. Depuis, trois autres vedettes auraient été coulées avec leur équipage, une touchée et le site militaire de Syrte à plusieurs reprises bombardé. De son côté, Tripoli qui avait annoncé lundi avoir abattu trois appareils américains a été démenti par Washington.

Dans cette affaire, ce n'est pas seulement son évidente supériorité militaire que la Maison-Blanche entend utiliser, c'est aussi celle de ses moyens d'information.

F. C.



## GOLFE DE SYRTE LE PRETEXTE DU CONFLIT

Le golfe de Syrte ne fait guère que 500 kilomètres de large sur 150 de profondeur. Il ne recèle aucune richesse minière ou pétrolière notable. Seulement voilà, le colonel Kadhafi a décrété en 1973 que les golfes et estuaires appartenant aux pays riverains.

Le régime de Tripoli ne reconnaît donc pas la Convention internationale des droits de la mer qui fixe à 12 miles des côtes la limite des eaux territoriales de chaque Etat et concède une extension jusqu'à 200 miles, soit 370 kilomètres quand les pays créent des zones économiques exclusives.

Kadhafi ne reconnaît ni l'un ni l'autre et a

tracé le long du parallèle 32°30 une « ligne de mort » que les vedettes libyennes surveillent jalousement. Des incidents autour de cette ligne ont déjà eu lieu. Le plus notable s'est produit en 1981 lorsque deux chasseurs F 14 américains ont abattu deux SU 22 libyens dans le golfe de Syrte. L'agression nord-américaine eut beau être menée dans le golfe de Syrte, c'est-à-dire en zone internationale pour Washington, elle n'en est pas moins une agression, un défi que Kadhafi ne releva pas sur le plan militaire. Rappelons que, depuis 1981, la VI<sup>e</sup> flotte américaine a effectué dix-huit manœuvres dans la région.

comptoirs d'El Al à Rome et à Vienne (où une petite Américaine de onze ans a trouvé la mort) n'ont pas contribué à calmer la paranoïa de Reagan.

Les grandes manœuvres américaines ont commencé aussitôt après. Déjà la presse parlait de provocations nord-américaines. Après trois mois d'anicroches, la provocation a tou-

ché au but. Les Libyens ont riposté. L'US Air Force n'attendait que cela pour frapper un grand coup. Un scénario parfaitement prévu, qui permet au passage à l'armée américaine de détruire quatre vedettes libyennes et faire quelques dizaines de morts.

Où s'arrêtera la spirale ? Face à l'armada de la VI<sup>e</sup> flotte le colonel libyen, dont l'armée est forte de 90 000

hommes, peut aligner toutes les batteries qu'il désire, il n'est pas à la hauteur. En outre, peu de capitales arabes, sinon aucune, semblent enclines « à mettre la Méditerranée en feu », comme l'a déjà souhaité Kadhafi. L'Union soviétique a beau encadrer une partie des techniciens libyens, notamment de la base de Syder où sont installés des missiles Sam 5, on voit mal comment elle pourrait militairement soutenir Kadhafi et se livrer à un affrontement direct avec Washington.

Plus sérieuse en revanche est la dernière menace du colonel. En appelant à « exécuter les espions américains partout dans le monde », il peut favoriser une nouvelle vague de terrorisme. Les médias américains expriment d'ailleurs déjà la crainte de voir une riposte terroriste s'organiser sur leur sol.

En attendant, si une nouvelle vague de folie meurtrière gagne les Etats-Unis et, avant eux, l'Europe, l'actuel terrorisme d'Etat auquel se livre Washington n'y sera pas pour rien. Il peut générer une instabilité en Méditerranée dont les Européens auraient plus à souffrir que leur puissant allié. Du coup, l'Italie, qui entretenait par ailleurs d'étroites relations commerciales avec la Libye, a déjà condamné les Etats-Unis.

D'autre, comme la France, soutiennent du bout des lèvres au nom de la liberté de circulation. Déjà, lorsque la Maison-Blanche avait voulu impulser une campagne de sanctions économiques immédiate après les attentats de décembre, les Européens avaient refusé de suivre.

Les Etats-Unis, de toute façon, ne recherchent pas un conflit généralisé. L'attaque contre la Libye fait partie de la stratégie récemment redéfinie et dite « des tensions localisées ». Le département d'Etat vise la liquidation des foyers circonscrits où l'affrontement avec l'Union soviétique s'exerce indirectement. Il n'y a rien d'étonnant si, parallèlement à l'offensive en Libye, Reagan veut en finir avec le Nicaragua et réclame une aide de 100 millions de dollars pour l'instant suspendue à l'accord du Congrès.

Reagan s'acharne. Il s'acharne contre deux pays d'à peine plus de trois millions d'habitants. Et si la stratégie américaine est certes liée à une série de facteurs complexes, l'âge du capitaine, son style cowboy, et l'archaïsme de sa pensée ne sont pas non plus étrangères à l'âpreté du conflit idéologique qu'il mène.

Flora Chénétier







Visiblement, d'après ce dessin, beaucoup de monde lit PT dans les bus.



« Travail, terre et liberté », slogan du PT lors des élections de 1982.

# PARTI DES TRAVAILLEURS UNE EPINE POUR LE POUVOIR

*Le président brésilien n'aura pas connu longtemps l'état de grâce. João Machado, membre de l'exécutif du directoire régional du Parti des travailleurs pour São Paulo, bastion industriel du Brésil, appartient au courant du PT qui se réclame de la IV<sup>e</sup> Internationale. Quelques jours après cet entretien, le gouvernement décrétait un plan d'austérité anti-inflation baptisé « Plan tropical »...*

□ *Le PT a eu de bons résultats dans certains Etats aux élections municipales de novembre 1985. Cela traduit-il une modification de la situation en faveur du PT, ou est-ce conjoncturel ?*

Joao Machado — En 1985, une modification très profonde s'est produite au Brésil au sein du mouvement ouvrier : la CUT (Centrale unique des travailleurs) a connu une croissance importante. De nombreuses élections syndicales ont été gagnées par des listes liées à la CUT. La plupart des grèves ont été dirigées par la CUT, seule ou avec d'autres forces. La CUT est maintenant la centrale syndicale la plus forte, c'est très clair. Le patronat, et le gouvernement le savent. Presque chaque semaine dans la presse bourgeoise, on trouve des articles écrits par des industriels, disant qu'à présent c'est avec la CUT qu'il faut négocier, que c'est elle la principale partenaire.

Ce renforcement de la centrale est le reflet de la persistance des luttes populaires et surtout des luttes syndicales. Jusqu'en novembre 1985, on a

compté plus de six millions de grévistes. Pour décembre, nous n'avons pas encore les statistiques, mais cette tendance semble se confirmer.

□ *Et par rapport aux années précédentes ?*

Joao Machado — Cela représente plus du double. Les élections municipales de novembre en ont été la traduction politique. Le PT a connu une croissance indéniable. Il a même remporté des victoires que

personne n'attendait. Pendant les trois ou quatre mois qui ont précédé les élections, des luttes très importantes, des grèves ont eu lieu dans tout le pays. Dans presque toutes, surtout les plus fondamentales, des militants identifiés au PT ou à la CUT ont eu des rôles dirigeants.

Le message principal de la campagne qui a été perçu par une grande partie de la population, c'est que le PT est le seul parti qui s'oppose réellement au gouverne-

ment, le seul parti dont les militants ont participé aux luttes importantes, qui a été de toutes les mobilisations.

Le gouvernement est revenu en arrière sur tout ce qu'il avait promis : la réforme agraire, l'Assemblée constituante, les lois salariales, le droit syndical. Le PT a été le seul parti à dénoncer clairement tous ces reculs. C'est cela le contenu fondamental de sa campagne électorale.

□ *Quel bilan tirer de ces résultats électoraux ?*

Joao Machado — En général, tout le monde dans le parti est d'accord pour les trouver très positifs pour le PT. Sauf un courant, Convergence socialiste, lié au courant moréniste. Ces camarades ont dit, après une certaine hésitation, que la campagne et les suffrages du PT avaient représenté plutôt un pas en arrière, que le PT avait glissé à droite, qu'il n'avait augmenté ses voix que grâce à des positions plus droitières, et surtout grâce à la présence de candidats plutôt petits-bourgeois.

Par la suite, ils ont été obligés de reconnaître que la plupart des voix du PT étaient bien des voix ouvrières, des voix de classe. Ils ont alors avancé une autre analyse, et prétendu que le PT avait exploité le côté arriéré des ouvriers, que les ouvriers n'ont pas confiance en eux-mêmes, qu'ils font plutôt confiance aux petits-bourgeois pour les représenter dans les mairies.

La raison profonde de cette analyse de Convergence socialiste, c'est qu'ils constituent un courant très marginal dans le PT, et



qu'ils sont souvent très sectaires. Ils n'ont présenté aucun candidat aux municipales, ils n'ont eu aucune participation à la campagne. Ils ont été très surpris par les résultats, comme la plupart des gens d'ailleurs.

□ Tu dis que tout le monde, à part Convergence socialiste, était d'accord sur les résultats. Comment pourrais-tu décrire la coexistence au sein du PT de différents courants politiques, dont celui qui est affilié à la IV<sup>e</sup> Internationale ?

Joao Machado — C'est une question compliquée. Les rapports entre les courants sont variables dans le PT, tantôt mauvais, tantôt bons.

Le courant majoritaire est celui généralement connu comme la « coordination des 113 » parce qu'ils ont fait, au début 1983, un manifeste avec 113 signatures. C'est le courant dont fait partie Lula et les syndicalistes les plus connus du PT, la plupart des militants liés à la gauche de l'Eglise, beaucoup d'anciens militants d'organisations de gauche, des intellectuels et une partie des militants de mouvements populaires, qui n'ont pas une définition politique très claire. C'est donc un courant très hétérogène. Ses militants ont presque toujours maintenu une position opposée à la présence des organisations de gauche. Pas tellement pour des divergences

politiques, mais parce qu'ils pensent qu'elles ne sont pas loyales envers le PT, qu'elles y sont plutôt pour des raisons tactiques et qu'elles n'y resteront pas. Ce qui est peut-être vrai pour une grande partie de ces organisations, mais pas pour toutes, et surtout pas pour la nôtre.

Ce courant connaît aujourd'hui une évolution importante, surtout depuis cette année. Ses membres suivent de plus près la lutte en Amérique centrale, ainsi que les initiatives de Castro sur la dette extérieure. Nous pensons que c'est très positif. Désormais, ils parlent beaucoup plus du socialisme, du combat contre l'Etat, etc.

Les autres courants du PT sont constitués par des organisations de gauche, des militants parlent beaucoup, des militants indépendants, des sympathisants de l'une ou l'autre tendance. Les organisations qui ont le plus d'influence et le plus d'importance au niveau national, en dehors des « 113 », sont au nombre de deux : la nôtre et le Parti révolutionnaire communiste, une organisation avec laquelle nous avons en général des positions très proches. Nous avons présenté des listes communes dans beaucoup d'États.

Un autre problème, lié à celui des rapports entre les courants, c'est le fait que la vie organique du PT est très faible. Par exemple, la plupart des syndicalistes de la CUT, qui sont à 90 %

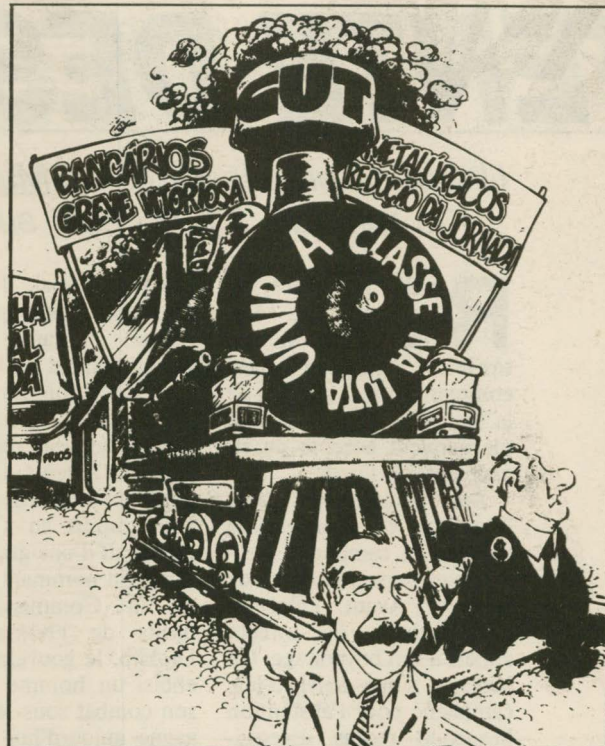
affiliés au PT ou sympathisants, ne participent pas aux réunions du parti. En général, ils ne sont même pas présents aux conventions.

□ Quel bilan peut-on tirer d'une année de la Nova Republica. Comment se porte le Brésil après un an de démocratie ?

Joao Machado — Le bilan de ce gouvernement au bout d'un an est très clair : il n'a presque rien fait de ce qu'il avait promis. Prenons sa promesse la plus importante : l'élection d'une Constituante démocratique. Il a seulement fait voter une loi qui donne le pouvoir constituant aux députés qui seront élus en novembre prochain, selon les anciennes restrictions. Il n'y aura pas de Constituante souveraine, avec une réorganisation de tous les pouvoirs.

Le gouvernement avait promis la liberté syndicale, promesse non tenue également. Aucun syndicat n'a été interdit, mais les lois n'ont pas été jusqu'à présent modifiées. Le ministre du Travail, à ses débuts, avait annoncé des lois plus démocratiques, mais elles n'ont pas été approuvées à cause de divergences au sein du gouvernement.

Le gouvernement continue une politique quasiment semblable à celle de la dictature dans sa dernière période. Avec une différence toutefois, c'est



« Banques, grève victorieuse » ; « Métallurgie, réduction du temps de travail » ; « Unifier la classe ouvrière dans la lutte ». Au premier plan du dessin, on peut reconnaître une caricature du président brésilien Sarney.

qu'aujourd'hui, les grèves sont plus nombreuses et qu'elles parviennent à conquérir des augmentations salariales au-dessus des indices officiels.

Quant à la question agraire, c'est un sujet brûlant au Brésil. Le gouvernement avait annoncé une réforme agraire, très modérée, mais qui représentait quand même un pas en avant. Au bout de quelques mois, sous la pression des propriétaires fonciers, il est revenu en arrière et a modifié la loi. Maintenant, elle n'a plus aucune signification.

□ Elle ne porte pas atteinte à la structure foncière ?

Joao Machado — Non, pas du tout. En effectuant son remaniement ministériel en février, Sarney a ôté toutes leurs illusions à ceux qui en avaient encore à son sujet. En effet, le nouveau gouvernement est beaucoup plus conservateur que le précédent. La soi-disant « gauche » du PMDB n'y est pas représentée. Les ministères les plus importants ont été confiés à des membres du Front libéral, l'ancien PDS avec un autre nom. Ce sont des gens qui ont appartenu jusqu'à la dernière minute au parti de la dictature.

Toute cette politique suivie par le gouvernement explique qu'il ait subi une défaite aux élections de novembre.

□ Où en est la crise économique ?

Joao Machado — De façon générale, la situation s'est améliorée au cours de la dernière année, surtout grâce à une augmentation des exportations de biens

intermédiaires. L'industrie brésilienne a commencé à changer il y a une dizaine d'années et on en voit les résultats aujourd'hui. Le pays a pu payer les intérêts de sa dette. Celle-ci a gardé le même montant en chiffres absolus, mais son poids est devenu relativement moins élevé, à cause de la croissance de l'économie, de la baisse du dollar, de la légère diminution des taux d'intérêts, etc.

Les perspectives pour cette année ne sont pas très différentes. L'excédent commercial va se maintenir et les intérêts pourront être payés sans problème majeur. La croissance de la production industrielle est d'à peu près 8 % cette année. Le chômage a un peu diminué, il n'est plus le problème explosif qu'il était les années précédentes.

Deux problèmes économiques très importants persistent au Brésil. Il y a d'abord le taux d'inflation. Jusqu'en 1985, il était de 230 %. Il semble que cette année, il atteindra au moins 300 %, peut-être plus. Le gouvernement risque d'en perdre tout contrôle. On parle beaucoup de « choc hétérodoxe » à propos des expériences de politique économique qui sont tentées en Argentine et en Israël. Vous verrez que bientôt le gouvernement brésilien va tenter quelque chose de semblable...

Avec ce taux d'inflation, les faibles augmentations salariales qui avaient pu être obtenues en 1985 sont déjà dépassées. Le gouvernement pourra faire une politique économique semblable à celle de l'Argentine, cela ne fera que renforcer les luttes et

susciter de nouvelles revendications. Ce qui signifie un renforcement du mouvement ouvrier et populaire.

L'autre problème majeur de l'économie brésilienne, lié d'ailleurs à l'inflation, c'est celui de la dette publique. Comme le gouvernement diminue toutes les dépenses sociales, cela accentue encore la polarisation. Bien que la situation économique dans son ensemble ne soit pas trop difficile, probablement la moins difficile de tous les pays d'Amérique latine, les luttes sont aussi importantes, et même plus importantes, que dans d'autres pays.

Le gouvernement a lancé plusieurs fois le ballon d'essai du « pacte social ». La CUT a refusé catégoriquement. Il a donc peu de chances de parvenir à ses fins.

□ Il n'est pas possible que d'autres secteurs syndicaux l'acceptent ?

Joao Machado — Ils seront minoritaires. Sans la CUT, il n'y aura pas de pacte social pour le gouvernement. Même les secteurs les plus modérés dans le mouvement syndical, même ceux qui sont liés à la CIA, jouent maintenant la carte de la radicalisation et organisent des grèves contre le pacte social. Une acceptation de leur part est donc peu probable.

□ Que reste-t-il des années de dictature dans la mémoire collective ?

Joao Machado — Les représentants les plus connus de la dictature sont discrédités. Par exemple, Maluf, à Sao Paulo, Delfim et d'autres. Mais beaucoup de ceux qui ont été des dirigeants importants de la dictature ont changé de parti, et ont fondé le Front libéral. Ils ne sont pas populaires, mais ne sont pas non plus complètement discrédités. A commencer par le président Sarney, qui a fait partie du PDS jusqu'à la fin de 1984.

Tout le monde ne fait pas une liaison très claire entre ces gens-là et ce qu'ils ont fait. Il ne reste que quelques symboles qui sont haïs par la population. Par contre, on peut dire que le thème de la lutte contre la dictature est toujours présent dans la culture. Par exemple, cette année, nous avons eu un carnaval plus politisé que l'an dernier. A Rio, une école de samba a fait son cortège sur le thème de vingt ans de dictature : « Rend-moi les vingt ans que tu m'a volés », et tout le monde a chanté sur cette musique.

Propos recueillis par Raphaël Duffleaux

1. PDS : Parti démocratique et social, le parti de la dictature.

« Maintenant, on a la CUT » (Centrale unique des travailleurs), dessin satirique d'une revue syndicale.



# L'ATTENTE DES COMMUNISTES

*Un mois après la chute de Marcos, le Parti communiste n'est pas mort, comme le voudrait la rumeur. Il a du pain sur la planche et réfléchit aux moyens d'en venir à bout.*

**R**endra les armes, ne les rendra pas ? Les rumeurs sur un cessez-le-feu que le Parti communiste et la guérilla de la Nouvelle Armée du peuple auraient accepté de signer ont fait flores.

Les communistes ont, c'est vrai, été marginalisés pendant la campagne électorale et depuis la chute de Marcos. Avant l'élection présidentielle, ils avaient appelé à son boycottage. Un langage ferme suivi d'une campagne pour l'abstention beaucoup moins déterminée. Il n'en fallait pas plus pour qu'au lendemain du triomphe de cette grande bourgeoisie démocrate qu'est Cory, on enterre le PC, ou du moins cherche à l'enterrer. Voilà quinze jours, le gouvernement affirmait que la guérilla avait de fait déposé les armes; le peu d'informations en provenance des zones contrôlées par la NAP ne permettait pas de démentir les autorités, et a pu laisser croire que le PC avait effectivement mis un bémol à ses opérations militaires. La situation est en fait plus complexe.

Le parti doit faire face à une double difficulté. Au

niveau national, il ne peut plus mener campagne sur le thème « Marcos-Aquino, même combat ». Il ne peut rejeter à priori les mesures d'apaisement même limitées du nouveau régime. En ce sens d'ailleurs, Cory, que tout le monde croyait naïve, a au moins su s'entourer d'un staff d'une grande subtilité. En nommant à la tête de la Commission des droits de l'homme José Diokno, le gouvernement a choisi un homme qui, par son combat sous Marcos, a gagné aujourd'hui de faire l'unanimité. De même pour entamer les discussions avec les communistes, Cory s'est adjointe la seule personnalité de la coalition Bayan qui ne soit pas anticommuniste et du coup ne peut être rejetée d'emblée par le parti.

Reste que dans de nombreuses provinces, le régime de Marcos n'a pas disparu. Si au centre de la province Mindanao quelques unités militaires sont retournées dans leur casernement, dans l'archipel de Negros, en revanche, la répression continue de sévir féroce. La politique d'amnistie qu'Aquino semble vouloir

mettre en place est loin d'être suivie d'effets. Dans ces conditions, le PC ne saurait rendre les armes sans risquer un désaveu cinglant de ses militants, une crise profonde. La direction se voit donc contrainte d'adopter une position d'attente et finalement plutôt défensive. Elle rappelle les quatre conditions préalables à tout cessez-le-feu, la démission des provinces, le rappel des unités qui s'y trouvent, la libération des derniers prisonniers politiques, une purge drastique de l'armée et le désarmement des milices privées.

Cette voie médiane, où le parti n'oppose pas un refus de principe aux négociations, reflète bien la situation. Elle traduit aussi les

divergences internes sur l'appréciation du contexte. Elle ménage à la fois ceux qui, estimant que rien de bon ne peut sortir d'un régime pseudo-démocratique, veulent se préparer à le renverser et ceux qui veulent s'emparer des nouveaux espaces de liberté. D'ailleurs, le Parti communiste l'a également dit : il faut maintenant renforcer les syndicats, et dans les zones non contrôlées par la guérilla le travail d'implantation sociale doit être poursuivi.

Pour l'heure, la force du Parti communiste et ses bastions sont les campagnes surexploitées par les trusts agro-alimentaires, et frappées de plein fouet par la baisse des cours du sucre. Dans ces campagnes, d'ail-

leurs, le PC risque d'avoir bientôt une nouvelle question politique à trancher. Cory a promis une réforme agraire dont jusqu'à présent elle s'est bien gardé de dire le contenu. Tôt ou tard cependant, elle énoncera un programme qui de toute façon rencontrera des résistances.

Déjà dans les années quarante-cinquante, des réformes ont été promulguées qui n'ont été appliquées que là où les paysans, de la guérilla des Huks à l'époque, se sont mobilisés.

Les questions qui se posent aujourd'hui au Parti communiste sont donc autrement plus complexes que celles du sphinx, autrement plus importantes aussi...

Flora Chénétier

**Négociateur ? Les communistes et la guérilla se sont dit prêts lundi dernier mais seulement si l'armée dans l'ensemble du pays cesse ses exactions.**



## PAYS-BAS

# PAYS-BAS AUX URNES, IMMIGRES !

*Des immigrés votent aux municipales, les socialistes veulent élargir ce droit aux consultations nationales. Ce n'est pas de la science-fiction, cela se passe en Hollande.*

**L**es élections municipales viennent d'avoir lieu aux Pays-Bas le 19 janvier. A priori, pas de quoi fouetter un chat. Pourtant il y a de fortes chances qu'elles restent dans les annales. Pour la première fois, 350 000 étrangers résidant en Hollande depuis au moins cinq ans étaient appelés aux urnes, soit la moitié des ressortissants étrangers y séjournant (4,5 % de la population totale).

C'est la première application de la loi votée en mai dernier par les cent cinquante députés de la Chambre, à l'exception de la dizaine de députés de partis protestants orthodoxes et du Centrum Party, ouvertement raciste.

Jusqu'à présent, ce n'est que pour les élections à des conseils d'arrondissement mis en place pour les villes satellites autour d'Amsterdam et Rotterdam que des étrangers avaient pu se prononcer, votant à 70 % pour le parti social-démocrate PVDA.

On a vu pendant la cam-

pagne le Premier ministre chrétien-démocrate Ruud Lubbers manier tant bien que mal l'arabe et le turc pour appeler les communautés marocaine et turque (les deux plus nombreuses avec celle du Surinam, l'ex-Guyane hollandaise), qualifiées de « nouveaux Néerlandais » à participer au scrutin.

Le poids de ces voix n'est sous-estimé par personne et le racolage est de mise. Principal bénéficiaire, le PVDA, qui n'est pas au gouvernement, s'est prononcé pour l'élargissement de ce droit de vote aux consultations de caractère national. Il compte sur ses listes quarante-sept immigrés dont une vingtaine sont en position éligible.

En face, les partis de la coalition gouvernementale ont eu quelques difficultés à suivre sur le terrain : le Parti chrétien-démocrate n'a pu trouver que sept candidats tandis que le VVD, de droite, n'a pu en dénicher que deux. Afin de compenser ces maigres troupes, le

leader du VVD a annoncé l'octroi de subventions aux mosquées dans le cadre de la politique culturelle.

Tout cela limitera donc le nombre d'immigrés qui participeront effectivement à la gestion municipale. Cependant, cette expérience sera suivie avec attention, surtout dans les pays où la xénophobie et le racisme sont devenus des arguments électoraux de choc.

Au début des années quatre-vingt, les Pays-Bas n'y ont pas échappé avec la montée du chômage. En 1984, on dénombrait 900 000 chômeurs, soit 17 % de la population active, et lors des dernières législatives la poussée du Centrum Party a abouti à l'élection de son chef, Hans Janmaat, au Parlement. Aujourd'hui ce parti est affaibli par ses bagarres internes.

Signalons tout de même qu'il y en a un qui s'est plaint de l'octroi du droit de vote aux immigrés, c'est Hassan II du Maroc qui estime que l'« on ne peut servir sous deux drapeaux ».

Jean-Jacques Laredo

# POUR QUELQUES MILLIONS DE PLUS

*Reagan n'a pas obtenu du Congrès les cent millions de dollars pour la contra. Mais le cow-boy sénile ne désespère pas.*

Le Congrès américain n'a pas voté les cent millions de dollars demandés par Reagan pour l'aide militaire à la contra. Le cow-boy de la Maison-Blanche n'avait pas lésiné sur les moyens. Multipliant les interventions télévisées, spots publicitaires, coups de téléphone avec les députés démocrates pendant le cours même du débat à la Chambre, Reagan a tout tenté pour obtenir l'assistance militaire ouverte, après les années d'aide secrète de la CIA.

Malgré sa déconvenue, Reagan est bien décidé à persévérer dans sa croisade anticommuniste : « Nous gagnons du terrain. Nous gagnons des adeptes. La prochaine bataille nous amènera à la victoire que cette juste et bonne cause mérite parfaitement. »

Le président américain n'a pas tort de juger qu'il gagne du terrain. Certains opposants à sa politique au sein du Parti démocrate ont été sensibles à ses sirènes. Parmi ceux qui ont rejeté la proposition, d'aucuns ne l'ont pas fait par opposition

à toute aide militaire à la contra. A leurs yeux, la Maison-Blanche n'a pas donné suffisamment de garanties de sa réelle volonté de négocier avec les Sandinistes, et ils estiment que c'est au Congrès d'apprécier la réponse de Managua aux propositions américaines.

Il n'en demeure pas moins que la crainte existe de voir les Etats-Unis embarqués dans un bourbier militaire en Amérique centrale. Le président de la Chambre des représentants, le démocrate T. O'Neill, a élevé une mise en garde : « Exactement de la même façon que l'aide clandestine devient ouverte, exactement de la même façon dont l'aide humanitaire devient mortelle, exactement de la même façon dont nous sommes passés d'un rôle de fournisseur d'armes à celui de formateur et de conseiller, je vois le modèle aller pas à pas à une situation qui amène nos gars jusqu'au combat. »

La prochaine étape pour Reagan est le débat cette semaine au Sénat. Il a dé-

claré aux principaux responsables de cette assemblée qu'il accepterait un gel provisoire de l'aide militaire pendant quatre-vingt dix jours afin de permettre des négociations sauf si ce délai devait déboucher sur un nouveau vote au Congrès. On ne saurait être plus clair : Reagan veut bien patienter s'il est sûr d'avoir ses cent millions de dollars pour la contra. Il referra voter le Congrès le 15 avril et espère d'ici là faire basculer la majorité en sa faveur.

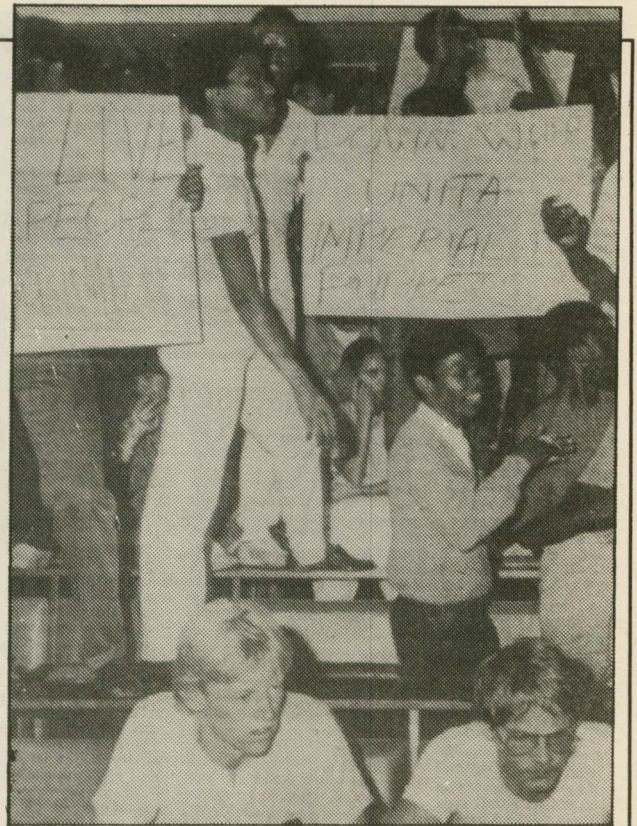
L'année dernière, les représentants avaient rejeté une demande de quatorze millions de dollars d'aide militaire pour la contra, ce qui ne les a pas empêchés d'en voter une de vingt-sept millions de dollars sous couvert d'aide humanitaire.

Pour Reagan tout est bon pour lutter contre les Sandinistes et leur révolution contagieuse. Il a absolument besoin de porter à bout de bras une contra qui a subi des défaites particulièrement sévères face à l'armée sandiniste. Il ne s'agit pas là d'un simple rapport de forces entre les équipements militaires mais de la détermination d'une population qui a renversé la dictature de Somoza et établi contre vents et marée un régime conforme à ses intérêts et à sa dignité. Les dirigeants américains le savent bien qui connaissent aussi ce que valent les troupes mercenaires de la contra.

Cette motivation du peuple nicaraguayen c'est aussi ce qui ôte à une éventuelle intervention directe des Etats-Unis l'image d'une promenade de santé comme ce fut le cas lors de l'invasion de Grenade.

Dès lors, tout est bon pour faire monter la pression : mise en état d'alerte de l'armée hondurienne qui doit effectuer des manœuvres conjointes avec les forces américaines en mai. En tout cas, aux Etats-Unis, chacun sait que la situation en Amérique centrale pèsera dans la campagne pour les élections législatives de novembre 1986 et, au-delà, pour la présidentielle de 1988.

Jean-Jacques Laredo



Ces étudiants blancs n'en reviennent pas : l'Afrique du Sud n'est plus ce qu'elle était.

## AFRIQUE DU SUD

# L'ANNIVERSAIRE DE SHARPEVILLE

*Le 21 mars, anniversaire à la fois du massacre de Sharpeville en 1960 et du massacre de Langa, l'année passée a été marquée par de nombreuses manifestations, grèves et meetings.*

Un groupe de femmes représentant dix organisations anti-apartheid a révélé que la police en Afrique du Sud a tué 201 jeunes de moins de dix-huit ans en 1985 lors des émeutes. Plusieurs centaines de jeunes se trouvaient parmi les plus de 7 000 personnes détenues sans motif durant l'état d'urgence du 21 juillet au 7 mars. De nombreux témoignages font état de tortures, de séances de fouet pour ces détenus.

Par ailleurs, le 21 mars a été marqué par des manifestations en ce jour anniversaire à la fois du massacre de Sharpeville en 1960 (69 morts) et de celui de Langa qui fit 20 morts l'an passé.

A Johannesburg et à Durban, les manifestants noirs ont investi le centre-ville d'où la police a tenté de les repousser. C'est dans la région de Uitenhage et de Port-Elizabeth que la mobilisation a été la plus forte (Langa est un township de la banlieue de cette dernière ville). On estime à près de 600 000 le nombre de personnes dans cette région qui ne se sont pas rendues à leur travail ou dans les établissements scolaires. Un meeting a réuni 35 000 personnes près de Uitenhage. Un message de Winnie Mandela y a été lu déclarant notamment : « Ce que nous

n'acceptons pas et n'accepterons jamais est que le sang qui coule soit seulement le nôtre. »

A Durban, un millier de manifestants ont marché vers le consulat américain pour dénoncer la politique de Reagan. Cette préoccupation des questions internationales se retrouve dans l'intervention surprise d'étudiants noirs venus empêcher la tenue d'une réunion de soutien à l'Unita à l'université de Witwatersrand, à Johannesburg. Rappelons que l'Unita vient de se faire créditer d'une aide de 1,5 million de dollars pour lutter contre le régime en place en Angola.

A Paris, SOS-Racisme a tenu, le 21 mars, un colloque à l'Unesco en présence de Danielle Mitterrand et Jack Lang. Bernard-Henri Lévy, qui doit manifester en connaitre un rayon sur l'Afrique du Sud, a cité le plus grand militant anti-apartheid, selon lui : Harry Oppenheimer ! Ce magnat a présidé jusque récemment les destinées de l'Anglo-American, le plus gros trust sud-africain, et a bâti son empire précisément grâce à l'apartheid... Samedi 22 mars, plusieurs centaines de personnes ont participé à la manifestation unitaire impulsée par le Mouvement anti-apartheid.

J.-J. Laredo

210 voix contre 222 : Reagan doit encore appeler d'autres congressistes à la rescousse pour le vote de l'aide aux contras.







La libération confisquée par la monarchie.

# VICTOIRE INACHEVÉE

*Il y a trente ans, en mars 1956, la Tunisie et le Maroc devenaient indépendants. Mais les peuples, qui dans la rue réclamaient un « gouvernement à eux », ont vite déchanté.*

**D**ans les années cinquante, au Maroc comme en Tunisie, le colonialisme a la forme d'un protectorat officiel. La combinaison des transformations internes (urbanisation, salarisation) et externes (montée de la révolution coloniale) suscitent une crise toujours plus profonde des formes traditionnelles de domination impérialiste.

La carotte (promesse de réformes) et le bâton (répression nue) alternent, comme si le colonialisme, atteint par la fièvre, se retournait sans cesse sur son lit, ne faisant qu'accroître son mal, et rencontrant l'hostilité de plus en plus forte et organisée de ceux qu'il écrase ou laisse espérer.

Quand il n'y a pas double langage, les velléités réformatrices métropolitaines sont entre autres sabotées sur le terrain par les résidents généraux et l'armée, complices des colons jusqu'aux boutistes.

En Tunisie, des négociations sont menées avec les modérés du parti indépendantiste du Néo-Destour et le Bey de Tunis, mais la France rappelle que le traité du protectorat, imposé par la force des armes

soixante-dix ans auparavant, est un « lien définitif ». D'ailleurs, des milliers de Tunisiens sont arrêtés et torturés. La population riposte en organisant la grève générale. C'est l'état de siège, la censure. Le leader de l'UGTT, le syndicaliste Ferhat Hached, est assassiné. Ses meurtriers resteront impunis. La lutte armée commence ; elle démarre dans le sud, dans la région de Gafsa, où fut fondé par les mineurs du phosphate en 1924 le premier syndicat tunisien.

## Etat de fait

Le meurtre de Ferhat suscite les manifestations de Casablanca au Maroc. Elles sont sévèrement réprimées (on parle de deux mille morts). La presse du parti nationaliste Istiqlal est interdite. Le résident n'est autre que le futur maréchal Juin qui, trouvant le sultan trop attentif aux indépendantistes, le dépose en 1953 et rompt ainsi les négociations que le gouvernement Laniel (dans lequel siège Mitterrand) avait entamées.

Comme le dira alors Georges Bidault, devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée :

*« Le mouvement nous ayant dépassés, nous en avons pris la tête. »* Les pieds-noirs parlent de « vingt-cinq ans de paix » assurée. Le nouveau sultan Ben Arafat va régner vingt-cinq mois ! La lutte armée est déclenchée dans le Rif et le sud du pays par une Armée de libération nationale qui combat aussi, avec les Sahraouis, la colonisation espagnole.

Entretemps, et avec retard sur le reste du calendrier maghrébin mais plus menaçante encore pour les intérêts en place, l'insurrection algérienne démarre.

Dès l'été 1954, un manifeste est signé entre les résistances des trois pays du Maghreb. Il fallait faire vite. Les politiques les plus conscients de la bourgeoisie, en métropole, aussi bien que les états-majors modérés des indépendantistes indigènes, avaient un intérêt commun à éviter la coordination des luttes armées et un approfondissement révolutionnaire dont un Maghreb uni dans la lutte et tout entier embrasé, aurait été inévitablement porteur. Mais alors que le FLN algérien, prenant ses desirs pour des réalités, proclame : *« Il n'est plus question d'une solution pour chacun des trois pays, il y a désormais un problème nord-africain qui exige une solution nord-africaine »*, chacun va s'efforcer en fait de résoudre la question pour lui-même.

## Une indépendance mi-octroyée mi-arrachée

En Tunisie, Mendès-France, à peine dégagé du borbier indochinois, met en place l'autonomie interne. Côté nationaliste, c'est celui qu'on appelle « le Combattant suprême », Bourguiba, longtemps em-

prisonné qui, fort de son prestige, négocie.

Les événements parallèles du Maroc et de l'Algérie accélèrent le passage de l'autonomie à l'indépendance et de la monarchie à la république. Mais comme le rappelle le nouveau président, le 17 août 1956 : *« La position du gouvernement en matière économique se fonde sur des principes que je tiens à préciser afin d'éviter les malentendus. Le premier de ces principes est le respect de la propriété privée. En effet, il ne faut pas que les capitaux se sentent menacés dans notre pays... Le deuxième principe consiste à encourager l'investissement des capitaux étrangers. (...) Nous sommes prêts à les favoriser en leur accordant des dégrèvements fiscaux et des garanties. »*

## Des procédés « subtils »

Au Maroc, le gouvernement Edgar Faure-Pinay succède à Mendès-France rétablit le sultan déposé sur son trône. Là encore, on ne prévoit encore que *« l'indépendance »*. Mais très vite, il faut aller au-delà. Après les grèves de l'été à Nantes et Saint-Nazaire, des manifestations de rappelés ont lieu en France. La jonction ne se fera pas, et les députés socialistes et communistes votent la confiance au gouvernement.

*« Coup de poignard dans le dos des peuples du Maghreb »*, dénonçons-nous à l'époque (*la Vérité des travailleurs*, décembre 1955).

En Tunisie comme au Maroc, les cadres de la lutte armée sont en désaccord avec le lâchage de la révolution algérienne, le compromis néo-colonial et leur propre désarmement. En effet, ce sont les milices bourguibistes qui défont les

groupes de guérilla dans le Sud-Tunisien.

Au Maroc, en novembre 1955, c'est l'effervescence : l'Union marocaine du travail vient d'être fondée, les masses descendent dans la rue, chassent les collaborateurs, instaurent la grève de l'impôt, des centaines de meetings ont lieu à Casablanca. Tout le monde y prend la parole. Les femmes sont au premier rang. On réclame des augmentations de salaire de 100 à 200 %, *« La terre à ceux qui la travaillent »*, *« Un gouvernement sans pachas, ni caïds, sans traîtres, un gouvernement à nous ! »*. Mohamed V, le « Commandeur des croyants », auréolé par son récent exil, est obligé de tenir compte de cette mobilisation. La France accorde l'indépendance. Les fellaghas ne sont pas désarmés mais de façon plus subtile, les partisans de l'ALN sont intégrés à l'armée royale marocaine, contrôlée par le prince Hassan, le futur Hassan II. Evidemment, l'impunité est promise aux capitaux français. Les dirigeants nationalistes acceptent ainsi le renforcement d'un appareil de répression, dont plusieurs subiront ensuite les coups. Les anciens militaires marocains de l'armée française jouent un rôle clé. Le colonel Oufkir, ancien officier de l'Indochine, que l'affaire Ben Barka rendra célèbre, prend la direction de la sûreté.

Place nette est désormais faite pour le néo-colonialisme. Les partis communistes marocain et tunisien qui avaient abandonné la lutte pour l'indépendance se sont laissés distancer par des partis nationalistes bourgeois. Ces derniers ont su capitaliser les luttes des masses pour négocier avec l'impérialisme une association subordonnée à la surexploitation de leurs peuples.

J-M. Freyssat.

Bourguiba, le « Combattant suprême », artisan du compromis néo-colonial.





De gauche à droite : Jean-Claude Le Scornet, Jean-Pierre Perrin, Georges Labica et Alain Krivine.

# L'alternative : l'avenir à bras-le-corps

*Autour d'une table, Georges Labica, tête de la liste alternative dans les Hauts-de-Seine, Jean-Pierre Perrin, son homologue dans le Loiret, Jean-Claude Le Scornet, secrétaire du PSU et Alain Krivine. Ils débattent du bilan de la campagne, de ses limites, de son devenir.*

□ *Quel bilan tirez-vous de la campagne et des scores électoraux que les listes alternatives viennent de recueillir ?*

**JEAN-CLAUDE LE SCORNET** — Incontestablement, nous avons sous-estimé un certain nombre de choses dans cette campagne, de sorte que la réaction immédiate face aux scores a été un réflexe de déception. Il faut dire que les collectifs qui se sont mis sur pied étaient souvent plus larges que d'habitude et qu'en leur sein, les relations entre individus et militants ont été moins marquées par le sectarisme. Parfois, le travail a été productif au sens premier du terme : dans l'Ain, les copains ont produit un document de l'alternative qui laissera des traces. On a donc assisté à une démarche nouvelle tant sur la forme que sur le fond.

De là, des espoirs ont germé, ainsi qu'un certain nombre d'illusions électorales. Et de ce point de vue, les scores ont été décevants.

Or, le terme d'« alternative » qu'on a utilisé est en fait assez prétentieux puisqu'il suppose la capacité de proposer une autre politique, mais aussi d'imposer d'autres rapports de forces et de générer ou régénérer un mouvement social quasi inexistant depuis cinq ans. C'était particulièrement prétentieux vis-à-vis d'un électeurat qui a eu un réflexe de vote davantage contre quelque chose que pour quelque chose, pour exprimer des idées, voire un projet de société. Dans ce cadre, l'alternative n'a pas pesé lourd. Pour autant, selon les premiers contacts que j'ai pu avoir, personne ne remet fondamentalement en cause la dé-

marche qui a présidé à la présentation de ces listes. Déception électorale certes, mais pas de refus ou de rejet de la stratégie de convergence. Sans tomber dans la facilité qui consiste à faire porter la responsabilité de nos faiblesses à ceux qui n'ont pas participé à cette convergence, il faut noter que l'issue électorale aurait été différente si les Verts avaient participé systématiquement à l'alternative et si l'extrême gauche n'avait pas été si émietlée. Enfin, dans certains cas, nos listes ont « mordu » sur l'électorat de la gauche traditionnelle, comme à Angers : cela montre que l'alternative n'a pas été perçue par de nombreux électeurs comme quelque chose de purement propagandiste ou antagoniste à cet électeurat-là, mais qu'elle répondait à un certain nombre de questions réelles. Certes, au niveau national, l'al-

ternative n'a pas encore répondu aux questions que pouvait se poser toute une frange de la gauche critique, ce qui nous montre le chemin qui reste à parcourir.

*Déception certes  
mais pas de rejet  
de la stratégie  
de convergence.*

**JEAN-PIERRE PERRIN** — Sur Orléans, tout a commencé en avril 1985, quand on a choisi de se présenter aux régionales en se fixant comme objectif électoral la barre des 3 % comme significative. Au cours de la campagne elle-même, on a pensé même pouvoir atteindre le « haut de la fourchette », les 6 %, avec un élu au moins. Finalement nous

avons recueilli plus de 3 % des suffrages, et si on regrette de ne pas avoir eu un élu, nous ne sommes pas déçus car nous avons rencontré le succès prévu initialement. Donc, on n'est absolument pas démobilisé, et on a déjà tenu une première réunion de bilan où tout le monde était présent. On est seulement inquiet car on se trouve un peu isolé en l'absence d'une dimension nationale à l'alternative.

Au niveau local, dans notre collectif, nous avons décidé pour éviter la cartellisation, que chacun serait présent en tant qu'individu en sachant qu'il avait derrière lui toute la richesse d'un passé militant. L'équipe que nous avons ainsi constituée était très présente sur le terrain, très engagée et a su prendre de nombreuses initiatives. On a mené la campagne en organisant des petites réunions d'une dizaine de

personnes, très militantes, qui contribuaient financièrement aux listes, qui participaient aux collages d'affiches, etc. Et on a tenu un seul grand meeting avec F. Wolf des Verts allemands, ce qui a permis de donner un exemple de démarche analogue qui a réussi. On a pu rassembler des écologistes et des paysans, ce qui a donné une dimension beaucoup plus large à notre activité. Dans notre campagne, on a ainsi mis en premier lieu sur les problèmes paysans et écologiques. Ensuite, on a davantage insisté sur la rupture nécessaire avec le capitalisme. Maintenant, nous devons mener un débat en profondeur avec les paysans et les écologistes qui n'ont pas à être présents dans notre campagne à titre tactique : nous n'avons pas deux pédales, une « écolo » et une « alternative », mais une seule, même s'il y a deux manières d'aborder le problème. Notre implantation militante sur Orléans a aussi beaucoup contribué au succès de notre liste.

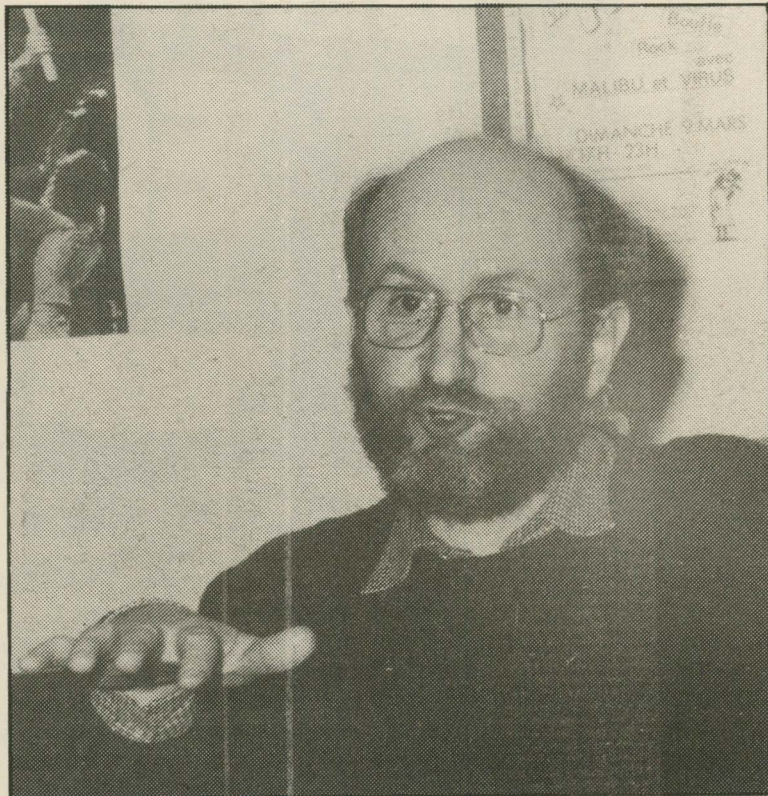
Enfin, l'élection pour nous n'a jamais été qu'une étape, assez réussie, de notre démarche.

**GEORGES LABICA** — Je suis entièrement d'accord avec ce qui vient d'être dit. Nous avons souffert du manque de moyens, d'argent, de forces dans cette cam-

**Georges Labica** est un ancien dirigeant de la fédération des Hauts-de-Seine du PCF. Membre du parti, il mena bataille, avec Louis Althusser, contre l'abandon de la « dictature du prolétariat » par la direction Marchais. Il participa à un ouvrage collectif d'oppositionnistes communistes : *Ouvrons la fenêtre, camarades* (éditions Maspero). Il est également le coordinateur du *Dictionnaire critique du marxisme* (PUF).

**Jean-Pierre Perrin** est un militant fort connu dans le département du Loiret, où il participe à de nombreuses associations locales. Pour cette campagne, il lui parut naturel de prendre la tête d'une liste alternative aux élections régionales, liste soutenue par de nombreux militants comme par plusieurs organisations, dont la LCR.

**Jean-Claude Le Scornet** est devenu secrétaire national du PSU en réaction à l'enlèvement de la direction « bouchardiste » de ce parti dans la collaboration gouvernementale. Il est notamment conseiller municipal dans le département de l'Essonne.



Jean-Pierre Perrin

pagne qui a pris un tour très médiatique et qui s'est souvent réduite à une confrontation entre cinq ou six leaders.

Dans le département, qui est le plus peuplé de France, nous avons particulièrement souffert de ces faiblesses. Mais nous avons aussi assisté à un phénomène général, celui du vote utile, dont il convient d'apprécier en profondeur ce qu'il révèle. Ce phénomène s'est combiné avec un mauvais usage de la proportionnelle. Les gens avaient perdu l'habitude de la proportionnelle. Ceux-là mêmes qui disaient ne pas vouloir « perdre » leurs voix en votant pour les petites listes ne se sont pas rendu compte qu'un déplacement de quelques points sur les petites listes permettait d'avoir un élu sans pour autant priver les grandes listes. Les réflexes du scrutin majoritaire ont joué.

Enfin on a vu, dans le 92, les manifestations de l'extraordinaire décomposition du PCF. Sa représentation législative y est passée de cinq à un député. Ce qui signifie qu'une bonne partie de l'électorat communiste s'est déplacée sur le vote socialiste.

*Nous n'avons pas deux pédales, une « écolo » et une « alternative ».*

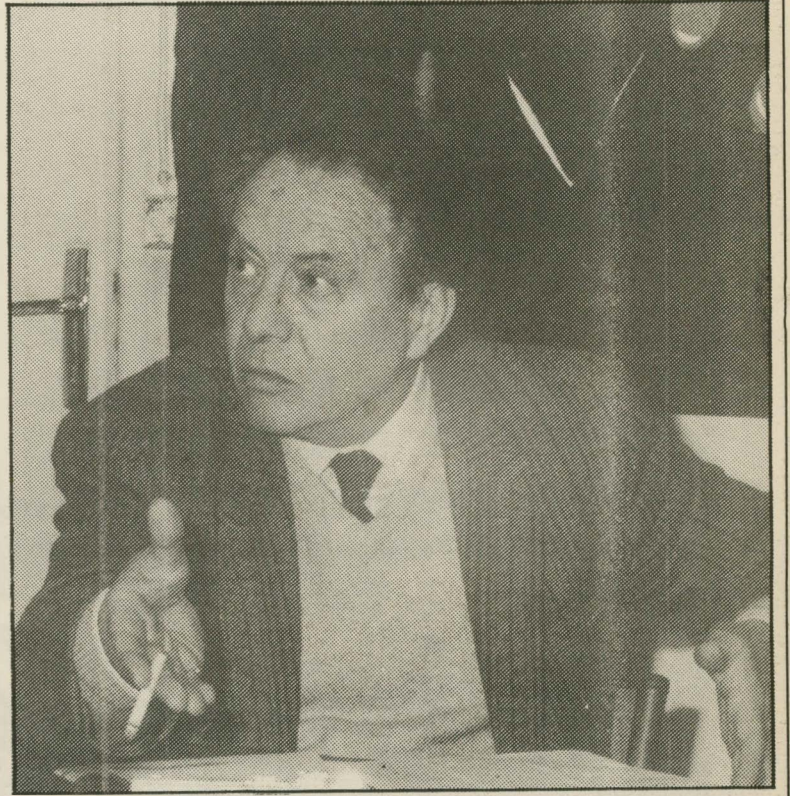
J'ai été frappé de la manière chaleureuse avec laquelle beaucoup de mes anciens camarades communistes ont accueilli nos propositions, sur le fond de l'analyse politique comme sur la nécessité du regroupement. Mais leur réponse a été, pour une

minorité d'entre eux, qu'ils continueraient à voter pour le parti. Pour les autres, ce fut le vote socialiste.

Nous nous sommes heurtés à deux handicaps. Le premier réside dans la nouveauté de la démarche, qui a manqué de crédibilité, car il était inattendu de voir des gens aussi divers que la FGA, le PSU, la LCR, le PAC, des écologistes, des Verts parfois, parler ensemble et se regrouper à la faveur des élections. C'est tout à fait positif, et j'ai remarqué une forte détermination et une très grande loyauté dans les rapports. Mais c'était nouveau. Second handicap, la division s'est poursuivie, comme en témoigne la multitude de petites listes dans le département.

Pour continuer, nous devons trouver les moyens de surmonter ces divisions. Et nous souvenir qu'il n'y avait rien à attendre de ce calendrier électoral et de la conjoncture dans laquelle ces élections se sont faites. Par contre, nous devons être maintenant vigilants devant ce qui va se passer dans le corps social, les mouvements sociaux et les mobilisations qui vont surgir. Ainsi que sur les effets de la décomposition du PCF.

**ALAIN KRIVINE** — Pour prolonger ce qui a été dit, je voudrais ajouter qu'il y a un gouffre entre notre crédibilité sur le terrain et notre crédibilité électorale. D'une certaine manière, ces élections ont eu lieu trop tôt. L'alternative était une démarche trop jeune, trop nouvelle et nous nous sommes trouvés dans l'incapacité de faire nos preuves comme collectifs alternatifs, dans le cadre de mobilisations et de luttes. Sur le terrain, le bilan



Georges Labica

qu'on peut tirer de la campagne est très différencié département par département, selon l'état de décomposition-recomposition du mouvement ouvrier local. C'est souvent dans les petites villes que l'alternative est parvenue à acquérir le maximum d'audience, là où les forces à gauche de la gauche ne sont pas cartellisées, et où le dialogue avec les militants communistes et socialistes est engagé de longue date. Dans les grandes villes, par contre, l'alternative ne pourra déboucher que si elle parvient à dépasser l'extrême gauche organisée. Je veux dire que si elle arrive à se cristalliser, ce sera, par exemple, à Toulouse, autour des quarante oppositionnels du PCF qui appellent à un regroupement alternatif. A Marseille, ce sera peut-être à partir du mouvement antiraciste.

□ Comment, dans le cadre de la nouvelle donne politique, aboutir à l'émergence d'une force nationale dont le besoin se fait cruellement ressentir ?

**JEAN-CLAUDE LE SCORNET** — Je voudrais revenir sur un point à propos de notre manque de moyens. Lipietz a bénéficié d'un écho médiatique national. Pourtant, il n'a pas recueilli de meilleurs scores que les autres. Et le fils de Dassault s'est présenté dans l'Essonne avec des moyens colossaux. Il ne représentait rien au niveau national, et il s'est fait laminer. Donc, il y a un phénomène dont les racines sont politiques et dépassent la seule question, bien réelle, des moyens.

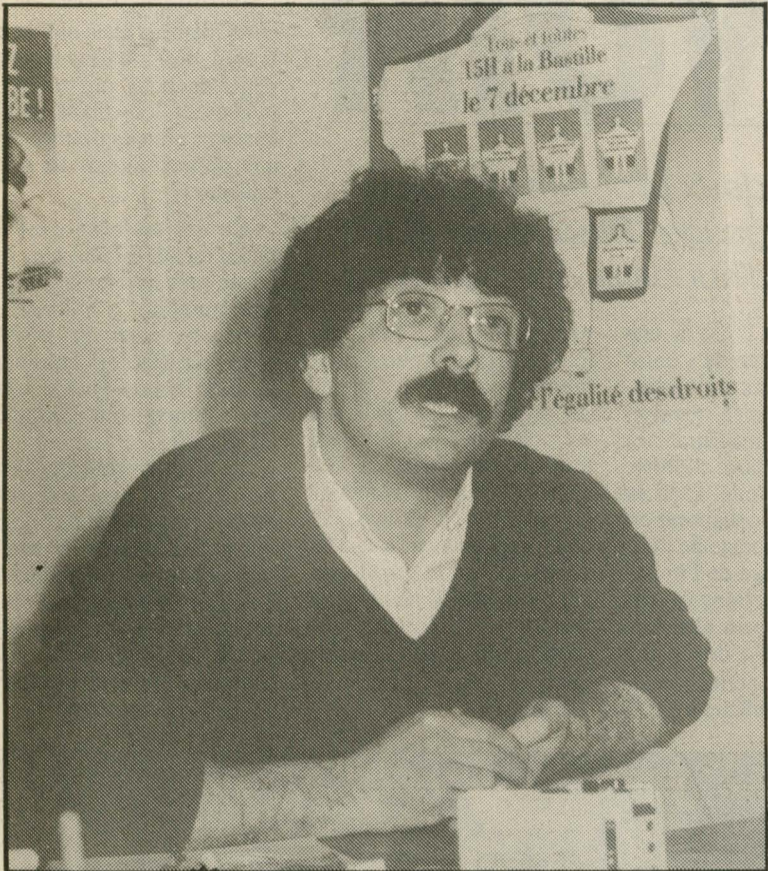
Sur les perspectives, j'ai une certaine inquiétude. Comme tout le monde revendique, à juste titre, la création d'une force nationale, certains risquent de

faire preuve d'une impatience considérable en voulant immédiatement recomposer une structure. Ce serait très dangereux. Ou bien, il s'agirait d'un cartel, ou bien cela deviendrait non une alternative véritable, mais la « mouche du coche » de la social-démocratie, son aiguillon, sa boîte à idées. Il faut, au contraire, trouver le moyen de se regrouper et de se coordonner, en respectant l'identité de chacun, et en permettant la confrontation la plus large. En attendant que des luttes significatives permettent l'émergence d'un cadre favorable de coordination, nous devons absolument mener le débat idéologique, en particulier sur les thèmes de l'immigration et du racisme.

*Ni cartel, ni « boîte à idées » de la social-démocratie.*

**JEAN-PIERRE PERRIN** — Localement, nous devons nous organiser pour ne pas laisser retomber les premiers acquis de l'alternative. Cela doit se faire autour de deux pôles. D'une part, celui des actions et pratiques de base, à propos des immigrés ou des paysans dans un quartier populaire, ou encore à propos de projets de coopératives de travail. D'autre part, celui du débat idéologique de fond. Il faut équilibrer les deux, coordonner la pratique de base et le débat théorique, les harmoniser.

Notre équipe a été forte de ne



Jean-Claude Le Scornet



Alain Krivine

pas avoir été un cartel. Nous devons continuer à éviter ce danger et trouver l'équilibre entre les individus qui s'engagent dans une démarche nouvelle et les militants riches de leurs expériences propres. Cela dépend du style de nos réunions, des bulletins qu'on fera. Il ne faudra pas majorer les colloques de haut niveau (on en a déjà tenu deux, sur l'emploi et sur l'immigration) par rapport aux problèmes des équipes à la base.

**Etre maintenant vigilant devant ce qui va se passer dans le corps social et dans le PCF.**

□ Tu évoques la publication d'un bulletin. Comment l'envisagez-vous ?

**JEAN-PIERRE PERRIN** — On a déjà eu des bulletins locaux, mais on sait que maintenant il ne faut pas aller trop vite, car les petits bulletins éphémères, avec un ou deux numéros seulement, ce n'est pas viable. Il est préférable de mener une réflexion politique et technique approfondie. On prendra donc notre temps.

**GEORGES LABICA** — Dans le prolongement de ce qui vient d'être dit, j'ai rencontré, dans le milieu essentiellement paysan de Périgueux, à l'occasion d'un meeting, exactement le même état d'esprit. Les militants sont associés à un mouvement régio-

naliste qui possède une longue expérience des pratiques de base. Ils ont rencontré une certaine audience (1,77 %) aux régionales et ils sont confrontés à des enjeux très concrets, comme le plan d'aménagement des sols, le problème des autoroutes ou encore du tourisme.

Il me semble fondamental, comme l'a dit Perrin, d'approfondir le débat idéologique. Il faut dire ce qu'est une société alternative et lier cela effectivement à des pratiques alternatives, à chaque fois que c'est possible. A condition que ces pratiques soient liées à un projet de société alternative. Par exemple, il ne s'agit pas lorsqu'une entreprise licencie son personnel, de faire surgir de manière artificielle des pratiques dites alternatives qui ne signifient rien et ne mobilisent personne. Je suis, entre autre, convaincu que l'idée d'alternative fera son chemin en fonction des luttes qui vont se développer. Quand on apprend qu'on a un ministère de la Privatisation ou bien un délégué à la Sécurité, il n'est pas possible que les gens restent les bras croisés... Dans le Parti communiste, il va nécessairement se passer quelque chose. Je ne crois pas plus au miracle de l'effondrement au-dessous des 10 % que je n'y avais cru au-dessous des 15 %. Mais déjà des camarades, des élus, des permanents ont lancé un appel à un congrès extraordinaire et il s'agit de militants beaucoup plus considérés que Juquin lui-même. Enfin, il ne faut pas du tout considérer l'électorat de Le Pen comme définitivement aliéné ou perdu.

**ALAIN KRIVINE** — Par rapport à ce que tu dis sur le PCF, je peux donner l'exemple d'un meeting de la LCR où un camarade du PC, qui sortait de l'école centrale du parti, a pris la parole en affirmant son intérêt pour la perspective de l'alternative, tout en restant au Parti. Elle posait des conditions à sa participation au regroupement des forces anticapitalistes : « Si c'est pour me retrouver uniquement avec des militants organisés d'extrême gauche, ce n'est pas la peine ; je suis pour qu'ils soient là, mais ce regroupement doit être nettement plus large. » Je crois qu'on va rencontrer beaucoup de militants communistes qui vont chercher à débattre et à agir. Oui, le but des collectifs doit être le débat et l'action. S'ils se transforment en séminaires, ils vont se dessécher.

□ Les attaques à propos du droit à l'avortement ne vont pas tarder. Plus largement, le processus de convergence doit absolument se tourner vers les féministes. C'est indispensable tant au niveau du débat idéologique général que dans la pratique. Et c'est ce qui a largement manqué jusqu'à présent...

**ALAIN KRIVINE** — C'est un point important. Des camarades de la Maison des femmes à Paris hésitaient à s'engager sur les listes de l'alternative car elles posaient les mêmes conditions que les gens du PC : quelle crédibilité, quel élargissement ? De leur point de vue, on n'a pas encore fait nos preuves.

**JEAN-CLAUDE LE SCORNET** — On a beaucoup parlé du PC, on

pourrait évoquer des phénomènes semblables dans le PS et dans le mouvement syndical. Par ailleurs, dans les luttes de « résistance » qui vont se développer (femmes, immigrés, etc) notre tâche, en tant qu'alternative, sera de donner un contenu positif à ces mobilisations au-delà de la préservation des acquis. Nous sommes à cet égard dans une situation charnière.

**Deux dangers nous guettent : se cantonner aux pratiques sectorielles et céder à la pression du PS.**

**ALAIN KRIVINE** — Deux dangers nous guettent. D'abord évacuer les problèmes politiques au profit de pratiques alternatives sectorielles niant la politique. Il n'est pas sérieux de répondre à la crise actuelle du mouvement ouvrier par des restaurants ou des garages alternatifs ! C'est un élément de dépolitisation terrible. Ensuite, on va assister à une très forte pression du PS, conduisant à l'idée que l'alternative serait l'aiguillon pour ce parti.

**GEORGES LABICA** — Tout à fait. D'autant que la tâche est énorme face au terrain perdu vis-à-vis des femmes ou des intellectuels, par exemple. Le Mouvement des femmes a été pratiquement anesthésié depuis cinq ans, en la présence du ministère Roudy.

Quant aux intellectuels, on a assisté à un phénomène massif de « trahison des clercs »... Le travail des « Goulagophiles » a porté ses fruits. Les lignes d'orientation de la philosophie aujourd'hui s'arrêtent où nous commençons, avant Freud, avant Marx, avant Nietzsche. Parler de marxisme à l'université est devenu une obscénité.

**Le but des collectifs doit être l'action et le débat.**

□ Pour conclure, certains ont évoqué l'idée de réunir les collectifs alternatifs. Est-ce une idée en l'air, prématurée, ou bien qui pourrait se concrétiser ?

**ALAIN KRIVINE** — Ce n'est pas à moi de m'exprimer au nom d'aucun collectif. Mais le minimum serait peut-être que les collectifs qui ont présenté des listes se retrouvent pour tirer le bilan de la campagne.

**GEORGES LABICA** — Oui, tout le monde le souhaite et cela semble nécessaire.

**ALAIN KRIVINE** — Peut-être que, pour commencer, les listes seulement devraient se rencontrer, et elles enverraient par écrit à l'ensemble des collectifs le bilan qu'elles tirent de la campagne.

**GEORGES LABICA** — Ce serait d'autant plus utile que la campagne ce n'est pas les résultats seulement, loin de là.

**JEAN-CLAUDE LE SCORNET** — Mais le fait qu'il n'y ait pas eu de sigle électoral commun a contribué à notre dispersion. Je voudrais aussi noter parallèlement à notre échec électoral, celui des Verts qui ont passé volontairement sous la table le caractère anticapitaliste de l'écologie. On doit mener les débats avec eux. La recomposition à venir de l'alternative ne viendra ni de l'extrême gauche seule, ni des Verts seuls.

**ALAIN KRIVINE** — En fin de compte, il y a beaucoup d'opportunités dans la situation actuelle. Il faut trouver la manière de « cristalliser » les milliers de gens en suspension, d'origines diverses, qui veulent faire quelque chose, mais à certaines conditions. Aujourd'hui, on cerne mieux ces conditions : respecter la diversité de chacun, avancer sans précipitation, définir la place politique de l'alternative, fonctionner par consensus pour avancer dans l'action, refuser la cartellisation.

Propos recueillis par Natacha Brink

# NOIR, TRES NOIR

Résultat d'une enquête de quatre ans sur deux groupes fascistes belges, « l'Orchestre noir »<sup>1</sup> se veut un témoignage. Stéphane Lejeune, le réalisateur, a bien voulu se livrer aujourd'hui dans nos colonnes.

□ Pourquoi ce film et pourquoi aujourd'hui ?

Stéphane Lejeune — Les problèmes touchant aux libertés me préoccupent. J'ai déjà fait un film sur les institutions policières et j'en prépare un sur le fanatisme religieux en Europe. La question du fascisme était très préoccupante dans les années 1981-1982, époque à laquelle j'ai commencé cette enquête. Je me suis rendu compte que c'était une question méconnue, malgré le développement de l'extrême droite en Europe depuis la fin des années soixante-dix. L'enquête a été longue, les contacts pas évidents, les archives éparpillées. De plus il a fallu donner une forme cinématographique à l'enquête. Tout ce temps nous a conduit à 1984 qui est un peu l'année charnière : succès électoraux du Front national en France, conseillers régionaux en Suisse, députés en Hollande, Parlement européen. Le fascisme « gagne » au plan politique au « déclin » de son activisme traditionnel.

□ Politique ou activisme : ce clivage recoupe le clivage Wallonie-Flandre, Front de la jeunesse-Vlaamse Militanten Orde.

S. L. — C'est vrai. La différence entre les deux organisations est d'abord historique. Le VMO date des années cinquante. A l'origine c'était la milice d'un parti d'extrême droite. Elle est devenue de plus en plus violente, de plus en plus autonome. Le parti en question a dû s'en séparer pour flatter son image démocratique. Le VMO n'a pas de structure politique. C'est une organisation paramilitaire violente qui baigne dans l'héritage du nazisme (ses membres sont au mieux avec les nazis du Groupe Hoffmann en RFA). Il trouve un terrain de propagande fertile en Flandre sur la question de l'amnistie pour faits de collaboration. La Flandre avait beaucoup collaboré (contrairement à la Wallonie) et, en Belgique, les collaborateurs ont perdu à vie un certain nombre de droits civiques et sociaux. Cette propagande relie le VMO à tout ce passé nazi.

Le Front de la jeunesse (FJ) c'est différent. Un peu

l'embryon du FN en France. Dès la fin des années soixante, il s'est placé sur le terrain politique avec, déjà, le thème vedette de l'immigration. Les liens entre le FJ et le VMO existent, sans plus. Le FJ se présente ponctuellement aux élections mais reste marginalisé avec 2 % des voix. Il n'a aucun élu, même au niveau local.

□ Comment expliquer ce plafonnement ?



« La question du fascisme est une question méconnue, malgré le développement de l'extrême droite en Europe depuis la fin des années soixante-dix. »

S. L. — Son électorat potentiel est rebuté par tous les actes de violence où le FJ est mouillé. De plus, il lui manque, si l'on peut dire, un « chef » comparable à ce que Le Pen est en France, son côté « force tranquille de l'extrême droite ». Il est d'ailleurs venu plusieurs fois en Belgique pour dynamiser le FJ. Sans grands résultats. C'est l'un des aspects inquiétants du personnage, sa dimension de leader européen.

D'une manière générale, la Wallonie est plus à gauche que la Flandre. Il y a eu un sondage à propos des législatives françaises : le FN aurait recueilli 2,8 % des voix. En Flandre, le pourcentage aurait été plus élevé sûrement.

□ « L'orchestre noir » insiste beaucoup sur les liens entre les extrémistes et l'appareil d'Etat.

S. L. — Infiltration, protection... les liens sont multi-

ples et secrets ! Il y a une symbiose « naturelle » entre certains secteurs de l'appareil d'Etat (armée, gendarmerie, police, magistrature) faisant profession d'ordre, et l'extrême droite. Cela va jusqu'à une collaboration « banale » (repérage de militants en échange de l'impunité pour des actions violentes) mais qui peut aller très loin. La sûreté a donné des cours de « perfectionnement » à des miliciens du FJ

tiers-mondistes. Pas une fois l'extrême droite n'a été inquiétée malgré les appels de la presse. Ce qu'il faut voir c'est que les fascistes, tout en organisant la violence et la tension, orientent l'action de la police : ils sont gagnants à tous les coups. Là est le grand danger. L'appareil répressif se renforce, l'immigré est montré du doigt, l'armée descend dans la rue à Bruxelles !

□ Une autre question est celle des liens internationaux.

S. L. — La Belgique, par sa position géographique, sa place dans l'Europe politique et dans le dispositif OTAN est au centre d'une toile d'araignée.

Tous les ans, à Dixmunde, le VMO organise de grandes festivités où converge tout le néo-fascisme européen, bannières au vent et insignes nazis à foison. La fraternité internationale des activistes existe. Ils se connaissent, s'entraident et s'entraînent... Jusqu'au Ku-Klux-Klan qui fait le voyage à Dixmunde.

□ Concrètement, comment s'est déroulé le tournage ?

S. L. — Après une enquête classique, nous avons pris contact avec les organisations elles-mêmes. Très grande méfiance de leur

côté, même si elles ont aussi besoin des médias. Petit à petit, ils nous ont un peu oubliés et les efforts qu'ils faisaient pour se donner des airs démocratiques se sont relâchés.

Ce qui est resté c'est la haine raciale à l'état pur, ou l'aveu sans fard de la grande communion hitlérienne (Ericson, chef du VMO, l'avouant après un entretien de cinq heures !). Ce sont des moments du film très significatifs.

Le second problème a été de trouver des archives. Plusieurs télévisions nous ont aidés (pas la TV belge francophone, paradoxe). Les aides publiques se sont heurtées au projet lui-même et au fait que dans mon précédent film, je critiquais des institutions officielles.

Finalement, nous avons eu l'aide du Ministère de la communauté francophone, sans que ce soit une caution politique.

□ Quel a été le sort du film en Belgique ?

S. L. — Il n'est pas sorti dans le circuit commercial mais a connu une belle « carrière » dans les ciné-clubs et les universités.

Il est passé — quelques jours avant les violences du stade de Heysel (quarante-deux morts) — à la télévision francophone lors d'une émission du genre « Les dossiers de l'écran ». Il faut savoir que lors de ce match, les tribunes étaient pleines de néo-fascistes de plusieurs pays, drapeaux brandis.

Les spectateurs ont vu tout cela, ils ont immédiatement fait le lien entre cette violence et le film, entre cette violence et les groupes fascistes.

Propos recueillis par Piotr Gourmandish  
1. L'Orchestre noir, cinéma Utopia, rue Champollion.

# L'HISTOIRE DANS L'HISTOIRE

## « Le Pain de misère », de Nathan Weinstock

Enfin, le voilà ! Il est arrivé celui qu'on attendait : le tome III de l'histoire du mouvement ouvrier juif en Europe, *le Pain de misère*<sup>1</sup>, consacré à l'Europe centrale et occidentale de 1914 à 1945. Ne croyez pas que Nathan Weinstock cède à la mode des séries, comme *la Boum 2*, *les Dents de la mer 3* ou *Rocky 72*.

Rien de tel ici. Après deux tomes consacrés à la période d'avant 1914, le premier dans l'empire russe, le second dans l'Europe centrale et occidentale, Weinstock traite d'une période cruciale de l'histoire mondiale, dont les deux bornes sont la Révolution russe dans le cours même de la Première Guerre mondiale, et l'holocauste nazi.

Les conséquences de l'un comme de l'autre sur le mouvement ouvrier juif d'Europe sont considérables et le propos de l'auteur est d'exhumer cette histoire mal connue. Ici, pas de dissertation verbeuse mais un travail très dense qui suit pas à pas le cheminement consécutif aux « dix jours qui ébranlèrent le monde ».

Bien entendu, la partie consacrée à la Pologne et surtout à l'Union soviétique domine le tour d'horizon. Pour tous ceux qui sont un peu familier de la Révolution russe, ils feront la découverte d'une histoire dans l'Histoire (les éditions La Découverte méritent bien leur nom !).

Le chapitre « Face au génocide » permet une lecture géographique transversale des réactions que provoquera l'occupation nazie. Au contraire de l'establishment juif ou des dirigeants sionistes, le mouvement ouvrier juif fut le seul au sein de cette communauté à organiser la résistance. A l'Est, le soulèvement des ghettos, à l'Ouest les combattants de la Main-d'œuvre immigrée (MOI, organisation liée au PCF), sont évoqués.

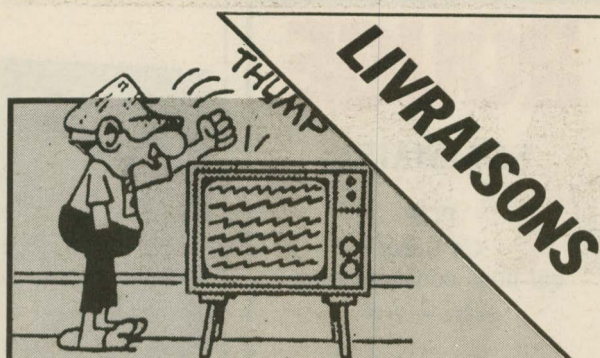
En brossant cette fresque, Nathan Weinstock renvoie à de nombreuses sources. Il a complété son travail par une chronologie fort utile ainsi que par une quarantaine de biographies de figures marquantes du mouvement ouvrier juif.

Il n'y aura pas de qua-

trième tome consacré à la période de l'après-1945. Le génocide nazi, la nuit stalinienne mais aussi l'évolution vers l'acculturation de la classe ouvrière juive en Europe occidentale ont écrit la dernière page du mouvement ouvrier juif. Laissons à Nathan Weinstock la conclusion : « Quant à l'apport du mouvement ouvrier juif au socialisme, il a été considérable. Ces travailleurs juifs ont enseigné la lutte ouvrière aux travailleurs russes dont ils constituaient, d'une certaine manière, l'avant-garde. (...) Ils ont impulsé en Pologne et dans le nord-ouest de la Russie tsariste la révolution de 1905. Ils ont marqué de leur empreinte le syndicalisme de combat moderne américain. Ils ont constitué un formidable réservoir révolutionnaire pour l'Internationale communiste. Ils ont, selon l'expression consacrée, "graissé les roues de la révolution" et constitué une pépinière de cadres prolétaires. »

Jean-Jacques Laredo

1. Nathan Weinstock, *le Pain de misère - III*, éd. La Découverte, 275 pages, 130 F.



☆ **Samedi**, 20 h 35 (TF1), *le Salon du prêt-à-saigner* fut un polar savoureux de Joseph Bialot. Qu'en aura fait Joël Séria en l'adaptant pour la télé ?

22 h 15 (TF1), « Droit de réponse » sur le « business charité » ou « Les associations humanitaires face au tiers monde ».

☆ **Dimanche**, 22 h 30 (FR3), *Tension*, de Richard Berry — qui fut, quelques années plus tard, l'une des principales victimes du maccarthysme —, est un superbe film noir dans lequel le trio interprété par R. Basehart, A. Tobler et Cyd Charisse a l'air de sortir tout droit d'un roman de James Cain.

☆ **Lundi**, 14 h 40 (TF1), *Mission périlleuse*, de L. King, un film policier bâclé par un tâcheron, malgré la présence au générique d'une fabuleuse équipe d'écrivains : Horace McCoy, W. R. Burnett et Ch. Bennett (excusez du peu !).

☆ **Mardi**, 20 h 35 (A2), « Dossiers de l'écran » consacrés au jeu, avec un film de Rachel Weinberg, *la Flambeuse*, interprété par Léa Massari, J.-L. Trintignant et G. Blain.

20 h 30 (FR3), « Dernière séance » très éclectique avec *le Voleur du roi*, film de cape et d'épée de R. Z. Leonard, avec A. Blyth, D. Niven et G. Sanders, et surtout *Attack*, réalisé par Robert Aldrich en 1956, et l'un des plus saisissants films de guerre jamais réalisés à Hollywood. Sur un tel sujet, un tel film n'aurait (bien sûr) jamais pu voir le jour en France.

☆ **Mercredi**, 22 h 45 (FR3), *Laisse béton*, de Serge Le Péron. Un film tellement juste qu'un sociologue du futur qui le retrouverait dans les décombres de notre vieux monde comprendrait alors très bien ce qu'aurait été la vie de nos enfants dans les banlieues de cette fin de siècle...

☆ **Jeudi**, 20 h 35 (FR3), *Femmes de personne*, de Christopher Frank, avec M. Keller, J.-L. Trintignant et C. Cellier. Comme toujours dans l'œuvre de C. Frank, un profond amour des personnages (ici, trois femmes) et une théâtralisation assez crédible de leur vie et de leurs passions quotidiennes. Sympa malgré, justement, ce côté théâtral trop marqué.

☆ **Vendredi**, 23 h (A2), *Hallelujah !* de King Vidor, qui inaugure un cycle d'hommage à la Metro Goldwyn Mayer, est l'un des rares films hollywoodiens entièrement interprétés par des Noirs. « Quand j'ai commencé le scénario, j'ai fait la liste de tous les épisodes particuliers de la vie du peuple noir dont j'avais été le témoin dans mon enfance. Tout simplement. Ni sujet, ni scénario, juste une liste sans queue ni tête. » Un chef-d'œuvre !

Michel Laszlo

### DISQUES

□ **ZANZA NOCTURNE ET HEAVY GHETTO** de Francis Bebey. « Parfois j'ai le sentiment très net que ce n'est plus seulement moi qui vis dedans, mais que le ghetto lui-même m'habite véritablement... et il est lourd », disait ce musicien en présentant son dernier disque. Ce Camerounais fut, bien avant la mode *black*, un pionnier de la musique africaine en Occident. En 1963, il composait *Black Tears* (Larmes noires) en soutien à la marche des Noirs sur Washington. Dans *Heavy Ghetto*, plusieurs chansons consacrées à l'apartheid sont en anglais pour faciliter une meilleure compréhension à l'étranger. Disque militant donc, mais disque joyeux et dansant de ce grand musicien qui dans *Sanza Nocturne* (disque Ozil-Sono Disc) donne avec la *sanza*, instrument ancestral, toute la dimension de sa connaissance de la musique africaine... Et si vous voulez en savoir plus sur elle, lisez *Musique d'Afrique*, éd. Horizons de

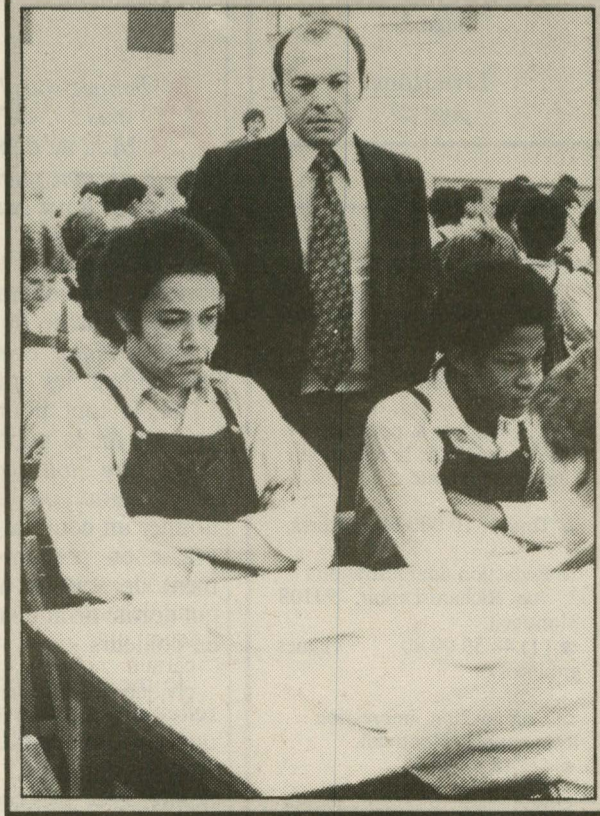
France, 1969, de... Francis Bebey.

### LIVRES

□ **VIVE LE POUVOIR**, de Jean Ziegler. Un universitaire suisse, ancien député du Parti socialiste, membre du bureau de l'Internationale socialiste, qui réhabilite l'internationalisme et la nécessité de la révolution socialiste, c'est assez inhabituel dans la période présente pour être mentionné. Dans la première partie de son livre, Jean Ziegler lance un cri de colère contre la politique de reniement de la gauche et passe au crible toute l'expérience du gouvernement socialiste en France. La deuxième partie est un retour sur l'histoire du mouvement ouvrier, de la Révolution française aux trois internationales, du problème colonial aux rapports avec le tiers monde et les luttes anti-impérialistes. Un ouvrage passionnant, parsemé de récits de voyages réalisés dans les pays en lutte contre l'impérialisme. Un ballon d'oxygène à ne pas manquer.

*Vive le pouvoir*, éditions du Seuil, 84 francs. En vente à La Brèche.

□ **LEONORA, L'HISTOIRE ENFOUIE DE LA GUADELOUPE**, de Dany Bébel-Gisler. C'est l'histoire de la petite Léonora qui, dès treize ans, fait toutes sortes de métiers : vendeuse, mais aussi rinceuse de bouteilles ou « attacheuse » de canne à sucre. Elle se mariera deux fois et aura treize enfants. C'est aussi l'histoire de l'UTA (l'Union des travailleurs agricoles), fondée en 1970, premier syndicat vraiment guadeloupéen, qui, par le succès des combats qu'elle mènera, bouleversera le jeu syndical. C'est l'histoire des luttes de la Guadeloupe. Roman et document se mêlent, baignés par le créole, langue revendicative, langue d'unité collective. Léonora, qui conclut ainsi son témoignage : « Tu ne peux prendre ta vie pour la passer à danser, mais tu dois t'amuser. Lutter, oui, je suis d'accord, mais s'amuser aussi, attraper la vie à pleines brassées », est un personnage inoubliable. Seghers, 80 francs.



# ROUGE

## SOMMAIRE

PCF  
Ce débat  
qui nous concerne tous  
pages 2, 3, 4.

C'est à dire  
page 5

Tout leur est bon  
pour régner  
page 6

Les lendemains  
qui déchantent...  
La CFDT  
pages 7, 8

« Nouveaux pères »  
et vieux réacs  
Page 9

Souscription  
page 10

Libye  
La bataille navale était prévue  
page 11

Courts métrages  
pages 12, 13

Brésil  
Une épine pour le pouvoir  
pages 14, 15

Philippines  
L'attente des communistes  
page 16

Etats-Unis  
Pour quelques millions  
de plus  
page 17

Il y a trente ans  
La victoire inachevée  
page 18

L'alternative :  
l'avenir à bras-le-corps  
pages 19, 20, 21

Noir, très noir  
page 22

Livraisons  
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



# La vie sans Rouge : le cauchemar ?

**A**bonnez-vous ! Réabonnez-vous ! », qu'ils disaient... Moi, au début, je me suis dit : « Ils nous font toujours ce coup-là, il n'y a pas de raison de se bousculer. »

C'est vrai que c'est une bonne formule l'abonnement militant, chaque semaine *Rouge* et chaque mois *Critique communiste* que me refilent les militants de la LCR, le tout pour 110 francs, comme dit la publicité « Il faudrait être fou pour dépenser plus ». Fou ou alors vouloir donner un coup de main à notre presse en prenant un abonnement de soutien à 200 francs, qui donne droit à la même chose en couleurs.

Je me serais endormi sur ces réflexions si je n'avais pas réalisé que c'est la condition pour que *Rouge* continue, chaque semaine, avec son contenu renoué

et enrichi. Pas de mystère : soit les ventes et les abonnements se multiplient, les nouveaux comme les réabonnements, soit c'est la clé sous la porte.

Imaginez un peu le cauchemar : Chirac à Matignon, Le Pen à l'Assemblée, Tonton au-dessus de la mêlée, le PC au

trente-sixième dessous et pas de *Rouge*? Les femmes attaquées, les immigrés expulsés, les travailleurs licenciés et flexibilisés, la main tendue à l'apartheid, l'engagement contre le Nicaragua, la culture en brodequins et pas de *Rouge*? Face à leurs salades, la volonté de faire face,

de débattre, de regrouper une gauche à la gauche de la gauche et pas de *Rouge*? Pincez-moi, je rêve !

Tout mais pas ça. Alors j'ai choisi : c'est l'abonnement (imaginez la vie sans *Rouge*, brrr !). Et comme disait Harpagon : « A vos cassettes ! »

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom .....
	France DOM-TOM	Etranger	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F	Adresse.....
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F		.....
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F	Formule choisie .....
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter.			